



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of
Canada, in accordance with the terms and conditions set
out herein, referred to herein or attached hereto, the goods,
services, and construction listed herein and on any attached
sheets at the price(s) set out therefor.

Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Ship Refits and Conversions / Radoubss et
modifications de navires and / et

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

6C2, Place du Portage

Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet VLE 36 47 foot CCG MLB's	
Solicitation No. - N° de l'invitation F7049-200038/B	Date 2021-06-04
Client Reference No. - N° de référence du client F7049-200038	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$MD-039-28245
File No. - N° de dossier 039md.F7049-200038	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-07-08 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Blackburn, Jessica	Buyer Id - Id de l'acheteur 039md
Telephone No. - N° de téléphone (819) 230-2672 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Destination Code - Code destinataire	Destination Address - Adresse de la destination	Invoice Code - Code bur.-comptable	Invoice Address - Adresse de facturation
D - 1	FOB	I - 1	Valerie Knapp 200 Kent Street - 7th Floor, WS 7S003D Ottawa, ON K1A 0E6



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM		Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
						Destination	Plant/Usine		
2	36 MLB VLE 47 foot	D - 1	I - 1	1	Each	\$	\$	See Herein – Voir ci-inclus	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte-rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Conférence des soumissionnaires
- 2.6 Visite facultative des lieux - navire
- 2.7 Période des travaux - Marine
- 2.8 Processus de contestations des offres et mécanismes de recours

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection
- 4.3 Livrables après l'attribution du contrat

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

- 6.1 Capacité financière
- 6.2 Garantie financière contractuelle
- 6.3 Installation de carénage
- 6.4 Indemnisation des accidents du travail - Lettre d'attestation de régularité
- 6.5 Convention collective valide
- 6.6 Calendrier préliminaire des travaux
- 6.7 Mesures de sécurité relatives à l'approvisionnement en carburant et au débarquement du carburant des navires du Canada
- 6.8 ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité
- 6.90 Santé et sécurité
- 6.10 Procédures de protection incendie, de lutte contre les incendies et de formation
- 6.11 Déchets dangereux
- 6.12 Exigences relatives aux assurances
- 6.13 Certification relative au soudage
- 6.14 Services de gestion de projets
- 6.15 Liste des sous-traitants proposés
- 6.16 Plan de contrôle de la qualité
- 6.17 Plan des inspections et des essais
- 6.18 Protection de l'environnement
- 6.19 Confirmation des représentants détachés

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Besoin
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7.3 Durée du contrat
- 7.4 Responsables
- 7.5 Paiement
- 7.6 Instructions relatives à la facturation
- 7.7 Attestations
- 7.8 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur
- 7.9 Lois applicables
- 7.10 Ordre de priorité des documents
- 7.11 Exigences relatives aux assurances
- 7.12 Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur pour les dommages subis par le Canada
- 7.13 Garantie financière contractuelle
- 7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
- 7.15 Liste des contrats de sous-traitance et des sous-traitants
- 7.16 Calendrier des travaux et rapports
- 7.17 Matériaux isolants - sans amiante
- 7.18 Niveaux de qualification
- 7.19 ISO 9001:2008 - Systèmes de gestion de la qualité
- 7.20 Services de gestion de la qualité
- 7.21 Plan de contrôle de la qualité
- 7.22 Plan d'inspection et d'essai
- 7.23 Équipement/systèmes : inspection/essai
- 7.24 Protection de l'environnement
- 7.25 Déchets dangereux
- 7.26 Approvisionnement et débarquement du carburant sous supervision
- 7.27 Protection incendie, lutte contre les incendies et formation
- 7.28 Prêt d'équipement - Marine
- 7.29 Certification relative au soudage
- 7.30 Procédures pour la modification de la conception ou les travaux supplémentaires
- 7.31 Radoub du navire sans équipage
- 7.32 Réunion préalable au réaménagement
- 7.33 Réunions d'avancement
- 7.34 Travaux en suspens et acceptation
- 7.35 Déchets et débris
- 7.36 Stabilité
- 7.37 Navire - accès du Canada
- 7.38 Titre de propriété - navire
- 7.39 Indemnisation des accidents de travail
- 7.40 Règlement des différends
- 7.41 Défaut de livraison
- 7.42 Soin, garde et contrôle
- 7.43 Permis, licences et certificats
- 7.44 Licences d'exportation
- 7.45 Équivalence de l'équipement
- 7.46 Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte
- 7.47 Matériel fourni par le gouvernement
- 7.48 Équipement fourni par le gouvernement

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Liste des annexes :

Annexe "A"	Spécifications techniques
Annexe "B"	Base de paiement
Annexe "C"	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission
Annexe "D"	Exigences relatives aux assurances
Annexe "E"	Garantie
Annexe "E"	Appendice 1 - Formulaire de réclamation au titre de la garantie
Annexe "F"	Procédure de traitement des travaux imprévus
Annexe "G"	Inspection/Contrôle de la Qualité
Annexe "H"	Feuille de présentation de la soumission financière
Annexe "H"	Appendice 1 - Fiches de renseignements concernant l'établissement cumulatif des prix
Annexe "I"	Garde du navire
Annexe "I"	Appendice 1 - Certificat d'acceptation - Acceptation de garde de navires du gouvernement canadien par les entrepreneurs
Annexe "I"	Appendice 2 - Certificat d'acceptation - Reprise de la garde des navires du gouvernement canadien par le Canada
Annexe "J"	Livrables/attestations
Annexe "K"	Modèles - Rapport mensuel d'avancement, Formulaire TPSGC 1379, et Formulaire de demande de garantie
Annexe "L"	Questions et Réponses (de les soumissionnaires)
Annexe "M"	CTEO - Critères technique d'évaluation obligatoires

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1 Renseignements généraux : présente une description générale du besoin.

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : présente les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions. On y précise qu'en présentant une soumission, le soumissionnaire s'engage à respecter les clauses et les conditions énoncées dans toutes les parties de la demande de soumissions;

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires des instructions sur la façon de préparer leur soumission;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon dont se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations : indique les attestations à fournir;

Partie 6 Exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent les spécifications techniques, la base de paiement, le Programme de contrats fédéraux pour l' en matière d' - Attestation, les exigences relatives aux assurances et autres.

1.2 Sommaire

1. Le présent besoin vise à :

- a) Effectuer l'accostage, cale sèche, l'inspection, la réparation, l'entretien et les modifications des embarcations de sauvetage motorisées de la Garde côtière canadienne conformément à l'annexe A - Énoncé des travaux et à toute information technique connexe. Le Canada a l'intention d'attribuer quatre (4) contrats selon les régions géographiques, à savoir la région de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario et le Pacifique décrits aux articles 2.7 et 7.3.
- b) Effectuer les travaux imprévus autorisés par l'autorité contractante.

2. Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

3. Une exigence du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est associée au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 - Attestations, la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation.

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

4. Les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms ou tout autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l' 01 des instructions uniformisées 2003. Reportez-vous à la section 4.21 du Guide des approvisionnements pour plus d'informations sur les dispositions relatives à l'intégrité.
5. Ce besoin est exclu des dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMP), c.-à-d. la construction et la réparation navales est exclues de la couverture à l'annexe 7, Notes générales, 1. (a). Cependant, il est assujetti aux dispositions de l'accord de libre-échange canadien (ALEC). La stratégie de sélection des fournisseurs sera limitée aux entrepreneurs de l'Est du Canada, conformément à la Politique sur la construction, la réparation, la révision et la modernisation des navires (2010-08-16).

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA), publié par Travaux Publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>)

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Produits équivalents

1. Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire :

- a. Indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement;
- b. Déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué;
- c. Fournit les caractéristiques complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
- d. Présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions, et;
- e. Indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.

2. Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :

- a. La soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou;
- b. Le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.

3. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions.

4. Le soumissionnaire doit inclure dans sa proposition tous les coûts d'installation de l'équipement équivalent. Cela comprendrait, mais sans s'y limiter; Ingénierie, modifications des supports, modifications de la tuyauterie, modifications des commandes et des exigences électriques.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Unité de réception des soumissions de TPSGC

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Seules les soumissions transmises à l'aide du service Connexion postel seront acceptées. Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postel à l'adresse suivante:

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postel est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six (6) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **cinq (5) jours** ouvrables avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient indiquer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils devraient prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada d'y apporter des réponses exactes. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

Toute précision ou tout changement à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la conférence pourront tout de même présenter une soumission.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en _____, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

2.5 Conférence des soumissionnaires

Une réunion des soumissionnaires virtuelle, présidée par l'autorité contractante, se tiendra **le 22 juin, 2021 à 12h00 EDT (heure de Région de la Nationale Capitale)**, avant la visite des navires. La portée du besoin précisé dans la demande de soumissions sera examinée au cours des conférences et des réponses seront apportées aux questions. Il est recommandé aux soumissionnaires qui ont l'intention de soumettre une proposition d'y assister ou de s'y faire représenter. Il est supposé que les soumissionnaires qui participent aux conférences des soumissionnaires ont lu les spécifications figurant à l'annexe A et sont préparés pour les conférences.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante avant les conférences pour confirmer leur participation afin que les détails des réunions virtuelle leur soient envoyés. Les soumissionnaires doivent fournir, par courriel, à Jessica.Blackburn@tpsgc-pwgsc.gc.ca, les noms des personnes qui assisteront à la conférence et une liste des questions qu'ils souhaitent aborder, au plus tard trois (3) jours ouvrables avant les conférences prévues.

Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la conférence des soumissionnaires sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la conférence pourront tout de même présenter une soumission.

2.6 Visite optionnel des lieux – navire

En raison des exigences actuelles de quarantaine en vigueur pour les voyages non essentiels, associés aux conditions de la pandémie de Covid, il n'y aura pas de visite des lieux et des navires pour cette demande de soumission. Aucun chantier naval ne sera autorisé à visiter les navires. À la place, les vidéos pertinentes des sites de travail de chaque navire seront téléchargées sur un site de stockage en nuage sécurisé. Les soumissionnaires intéressés doivent contacter l'autorité contractante par courrier électronique à jessica.blackburn@tpsgc-pwgsc.gc.ca pour demander le lien vers le site de stockage en nuage, au plus tard à 16h00 le 18 juin 2021, en indiquant également l'adresse électronique préférée du soumissionnaire pour le lien à envoyer. Une demande de photos supplémentaires ou d'autres détails visuels sur les navires doit être faite au plus tard 10 jours avant la date de fermeture de appel d'offre à l'autorité contractante. Le Canada fera de son mieux pour répondre à ces demandes.

2.6.1 Dessins

Les dessins pertinents au besoin sont mis à la disposition des soumissionnaires sur un site de stockage en nuage sécurisé. Les soumissionnaires intéressés doivent communiquer avec l'autorité contractante par courriel à jessica.blackburn@tpsgc-pwgsc.gc.ca pour demander le lien vers le site de stockage en nuage indiquant quel lien est demandé (photos et vidéos ou dessins) et l'adresse courriel préférée du soumissionnaire pour le lien à envoyer.

2.7 Période des travaux - marine

Les travaux doivent débuter et être achevés comme suit :

Région du Canada Pacifique: **Treize (13) Bateaux**

Début des travaux: Premier bateau de la flotte – 8 décembre, 2021
Fin des travaux: Dernier bateau de la flotte – 22 mai, 2028

Région de l'Ontario (Grands Lacs): **Onze (11) Bateaux**

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Début des travaux: Premier bateau de la flotte – 8 novembre, 2021
Fin des travaux: Dernier bateau de la flotte – 23 avril, 20

Région du Québec:
Six (6) Bateaux

Début des travaux: Premier bateau de la flotte – 8 novembre, 2021
Fin des travaux: Dernier bateau de la flotte – 21 octobre, 2024

Région du Canada Atlantique:
Six (6) Bateaux

Début des travaux: Premier bateau de la flotte – 8 novembre, 2022
Fin des travaux: Dernier bateau de la flotte – 21 octobre, 2025

En présentant une soumission, le soumissionnaire confirme qu'il a suffisamment de matériel et de ressources humaines affectées ou disponibles et que la période de travail ci-dessus permettra de terminer les travaux prévus ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux imprévus.

1. Pacifique

Région	Navire	Début de la période de travail	Période de travail terminée	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25	2025-26	2026-27	2027-28	2028-29
Colombie britannique	1	8 décembre, 2021	23 mai, 2022								
Colombie britannique	2	8 juin, 2022	21 novembre, 2022								
Colombie britannique	3	8 décembre, 2022	23 mai, 2023								
Colombie britannique	4	8 juin, 2023	21 novembre, 2023								
Colombie britannique	5	8 décembre, 2023	22 mai, 2024								
Colombie britannique	6	8 juin, 2024	21 novembre, 2024								
Colombie britannique	7	8 décembre, 2024	23 mai, 2025								
Colombie britannique	8	8 juin, 2025	21 novembre, 2025								
Colombie britannique	9	8 décembre, 2025	23 mai, 2026								
Colombie britannique	10	8 juin, 2026	21 novembre, 2026								
Colombie britannique	11	8 décembre, 2026	23 mai, 2027								
Colombie britannique	12	8 juin, 2027	21 novembre, 2027								
Colombie britannique	13	8 décembre, 2027	22 mai, 2028								

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

2. Ontario (Grands Lacs)

Région	Navire	Début de la période de travail	Période de travail terminée	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25	2025-26	2026-27	2027-28	2028-29
Great Lakes	1	8 Novembre, 2021	23 Avril, 2022								
Great Lakes	2	8 Mai, 2022	21 Octobre, 2022								
Great Lakes	3	8 Novembre, 2022	23 Avril, 2023								
Great Lakes	4	8 Mai, 2023	21 Octobre, 2023								
Great Lakes	5	8 Novembre, 2023	22 Avril, 2024								
Great Lakes	6	8 Mai, 2024	21 Octobre, 2024								
Great Lakes	7	8 Novembre, 2024	23 Avril, 2025								
Great Lakes	8	8 Mai, 2025	21 Octobre, 2025								
Great Lakes	9	8 Novembre, 2025	23 Avril, 2026								
Great Lakes	10	8 Mai, 2026	21 Octobre, 2026								
Great Lakes	11	8 Novembre, 2026	23 Avril, 2027								

3. Québec

Région	Navire	Début de la période de travail	Période de travail terminée	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25	2025-26	2026-27	2027-28	2028-29
Québec	1	8 Novembre, 2021	23 Avril, 2022								
Québec	2	8 Mai, 2022	21 Octobre, 2022								
Québec	3	8 Novembre, 2022	23 Avril, 2023								
Québec	4	8 Mai, 2023	21 Octobre, 2023								
Québec	5	8 Novembre, 2023	22 Avril, 2024								

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Québec	6	8 Mai, 2024	21 Octobre, 2024								
--------	---	-------------	------------------	--	--	--	--	--	--	--	--

4. Canada atlantique

Région	Navire	Début de la période de travail	Période de travail terminée	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25	2025-26	2026-27	2027-28	2028-29
Atlantique	1	8 Novembre, 2022	23 Avril, 2023								
Atlantique	2	8 Mai, 2023	21 Octobre, 2023								
Atlantique	3	8 Novembre, 2023	22 Avril, 2024								
Atlantique	4	8 Mai, 2024	21 Octobre, 2024								
Atlantique	5	8 Novembre, 2024	23 Avril, 2025								
Atlantique	6	8 Mai, 2025	21 Octobre, 2025								

La disponibilité réelle des navires sera communiquée au chantier naval de chaque zone au fur et à mesure que l'information sera connue.

2.7.1 Instructions supplémentaires sur la période des travaux

Le navire sera sans équipage pendant la période des travaux et sera considéré comme étant hors service. Durant cette période, la charge et la garde du navire sera assurée par l'entrepreneur et il en aura le contrôle.

À partir du moment où l'équipage regagne le navire jusqu'à la fin de la période des travaux, le navire sera habité et sera considéré comme étant en service. Durant cette période, la charge et la garde du navire sera assurée par le Canada et sous son contrôle.

Annexe "I" Appendice 1 - Certificat d'acceptation - Acceptation de garde de navires du gouvernement canadien par les entrepreneurs

Annexe "I" Appendice 2 - Certificat d'acceptation - Reprise de la garde des navires du gouvernement canadien par le Canada

2.8 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :

- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
- Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)

(c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le soumissionnaire doit envoyer sa soumission par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées [2003](#). Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier ne seront pas acceptées.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Informations requises dans les offres

Section I : Soumission technique

Les soumissionnaires doivent fournir tous les livrables, conformément à l'annexe J1 - livrables/attestations et livrables.

Pour être déclarée recevable, une soumission doit:

- a) se conformer à toutes les exigences de la demande de soumissions;
- b) répondre à tous les critères obligatoires (MC) et aux critères techniques obligatoires (MTC); et
- c) dans l'offre technique, les soumissionnaires doivent démontrer leur compréhension des exigences contenues dans l'appel d'offres et expliquer comment ils vont satisfaire à ces exigences. Les soumissionnaires doivent démontrer leur capacité à effectuer le travail de manière complète, concise et claire.

L'offre technique doit aborder de manière claire et suffisamment approfondie les points qui sont soumis aux critères d'évaluation par rapport auxquels l'offre sera évaluée. La simple répétition de l'énoncé contenu dans l'appel d'offres n'est pas suffisante. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires abordent et présentent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation sous les mêmes rubriques. Pour éviter les chevauchements, les soumissionnaires peuvent se référer à différentes sections de leur soumission en indiquant le paragraphe et le numéro de page où le sujet a déjà été abordé.

Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils respectent toutes les sections de l'annexe "M" des critères technique d'évaluation obligatoires en fournissant une documentation substantielle décrivant de manière complète et détaillée comment l'exigence est satisfaite ou traitée.

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur offre technique un document indiquant clairement où se trouvent les informations substantielles pour chacune des sections identifiées dans l'annexe "M".

Section II : Soumission financière

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Feuille de présentation de la soumission financière, à l'annexe H, et la Feuille de données de prix, à l'appendice 1 de l'annexe H. Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, de gestion et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

Section I - Soumission technique / attestations

Par dérogation aux exigences touchant les produits livrables précisés dans la demande de soumissions et ses spécifications techniques connexes (annexe A), les produits livrables obligatoires, qui doivent être présentés avec les documents du soumissionnaire afin d'être jugés recevables, sont décrits à l'annexe J1.

4.1.1 Critères techniques obligatoires

Pour être conforme, la proposition du soumissionnaire doit à la satisfaction du Canada, répondre à toutes les exigences et fournir tous les renseignements demandés dans la PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, 3.1 Section I - Soumission technique - Annexe "M" Critères technique d'évaluation obligatoires

Section II - Soumission financière

Afin d'être jugé recevable, le soumissionnaire doit, à la satisfaction du Canada, respecter toutes les exigences et fournir tous les renseignements requis dans la Partie 3, Section II - Soumission financière.

Section III : Attestations

Le soumissionnaire doit présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Le Canada se réserve le droit de demander de l'information afin d'appuyer l'une ou l'autre des exigences. On demande au soumissionnaire de traiter chaque exigence de manière suffisamment approfondie afin d'en permettre l'analyse et l'évaluation complètes par l'équipe d'évaluation. La soumission sera jugée recevable si elle répond à toutes les exigences obligatoires.

4.1.1 Évaluation du prix

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.1.2 Travaux imprévus et prix d'évaluation

Dans tout contrat de radoub, de réparation ou de carénage de navires, des travaux imprévus s'imposeront après que le navire et son équipement auront été ouverts et inspectés.

Un coût prévu pour les travaux imprévus sera inclus dans le prix d'évaluation. Celui-ci sera calculé en incluant un nombre estimatif d'heures-personnes additionnelles multiplié par un tarif horaire ferme d'imputation pour la main-d'œuvre pour les travaux imprévus, ajouté au prix ferme pour les travaux prévus.

Le prix d'évaluation sera utilisé pour évaluer le prix de la soumission. Il n'y a aucun montant minimal ou maximal pour les travaux imprévus, pas plus qu'il n'y a de garantie relative à ces travaux.

Les soumissionnaires sont tenus d'inscrire leur taux de facturation ferme pour les travaux imprévus à l'annexe H, feuille H1 – Prix aux fins d'évaluation. Toutefois, le Canada considérera que les soumissions ne

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

sont pas conformes si les soumissionnaires ont inscrit un taux de facturation horaire ferme inférieur à 80 \$/heure.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation(s) technique(s) obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats reste assujettie à la procédure interne d'approbation du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire peut avoir été recommandé pour l'attribution d'un contrat, l'émission de tout contrat dépendra de l'approbation interne conformément aux politiques du Canada. Si cette approbation n'est pas accordée, aucun contrat ne sera attribué.

4.2.1 Un soumissionnaire sera éligible pour soumissionner dans la région (ou les régions) où il est une entreprise enregistrée et possède les installations et infrastructures pour achever les travaux comme indiqué à l'annexe M. Les travaux sur les navires doivent être achevés dans les régions auxquelles les navires ont été attribués dans la sollicitation.

4.2.2 L'émission de tout contrat dépendra de l'approbation interne conformément aux politiques du Canada. Si une telle approbation n'est pas donnée, aucun contrat ne sera attribué.

4.3. Livrables après l'attribution du contrat

Se reporter à l'annexe J2.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire de la vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'acheteur de ses obligations prévues au contrat, s'est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période de soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non-recevable.

PARTIE 6 – EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Capacité financière

Clauses du guide des CCUA - A9033T - Capacité financière - 2012-07-16

6.2 E0007C (2011-05-16) Garantie financière contractuelle

6.2.1 À l'annexe H, Feuille de présentation de la soumission financière, le soumissionnaire doit indiquer ce qui suit :

- a) le type de garantie financière du contrat qu'il a l'intention de fournir si le contrat lui est attribué;
 - b) le coût, pour lui, de la garantie financière du contrat.
1. L'entrepreneur doit fournir l'une des garanties financières contractuelles suivantes dans les **dix (10) jours civils** après la date d'attribution du contrat :
 - a. un cautionnement d'exécution formulaire [PWGSC-TPSGC 505](#) représentant 20 p. 100 du prix contractuel; **ou**
 - b. un dépôt de garantie tel qu'il est défini à la clause [E0008C](#) représentant 10 p. 100 du prix contractuel.

Tout cautionnement doit être accepté à titre de garantie par une des compagnies de cautionnement énumérées à [Politique sur les marchés du Conseil du Trésor, l'appendice L](#), Compagnies de cautionnement reconnues, de la *Politique sur les marchés du Conseil du Trésor*.

2. Les dépôts de garantie sous forme d'obligations garanties par le gouvernement qui comprennent des coupons seront acceptés seulement si tous les coupons non échus, lorsque le dépôt est fourni, sont attachés aux obligations. L'entrepreneur doit fournir des instructions écrites concernant le traitement des coupons qui viendront à échéance pendant que les obligations sont retenues à titre de garantie, lorsque ces coupons excèdent les exigences du dépôt de sécurité.
3. Si le Canada ne reçoit pas la garantie financière exigée dans le délai prescrit, le Canada peut résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat.

Se reporter à l'annexe J1, J2 pour connaître les produits livrables après l'attribution du contrat.

6.2.2 Si cette soumission est acceptée, le soumissionnaire devra fournir la garantie financière conformément à l'article 7.13 dans les **dix (10) jours ouvrables** suivant la date d'attribution du contrat.

6.2.3 Si, pour une raison quelconque, le Canada ne reçoit pas la garantie financière précitée dans les délais indiqués, il pourra garder la garantie de soumission et accepter une autre offre, lancer une nouvelle invitation à soumissionner, négocier un contrat ou n'accepter aucune offre, comme il le jugera approprié

6.3 Installation de carénage

Avant l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu pourra être appelé à démontrer à la satisfaction du Canada que la capacité certifiée de son installation de carénage, incluant tout moyen utilisé pour retirer le navire de l'eau, est appropriée au chargement prévu conformément aux plans connexes de carénage et autres documents. Le soumissionnaire retenu sera avisé par écrit et disposera d'une période raisonnable pour fournir des dessins détaillés de distribution de la charge et de la stabilité des blocs ainsi que les calculs nécessaires pour démontrer clairement le caractère adéquat des installations de carénage proposées. (Dessin numéro 47B MLB 691-010) au droit de la section de coque à retirer pour ce projet.

À la date de clôture des soumissions, le soumissionnaire doit fournir une attestation courante et valide de la capacité et de l'état des installations de carénage devant être utilisées pour les travaux. Cette attestation doit être fournie par un expert-conseil reconnu, ingénieur professionnel, ou une société de classification reconnue et avoir été émise au cours des deux dernières années.

Bien que la capacité totale d'une installation de carénage puisse être supérieure au navire à radouber, la distribution de poids du navire peut excéder la charge maximale de blocs individuels. En outre, bien que les dimensions physiques d'une installation de carénage puissent porter à croire qu'elles pourraient accueillir un navire déterminé, d'autres limitations comme l'espace des rails sur des bers roulants, la capacité d'un chemin de fer maritime à supporter une grande partie de la coque et des générateurs de propulsion pendant l'enlèvement et l'installation, l'espacement entre le navire et les parois latérales d'une cale sèche flottante, ou des jetées en béton ou des contreforts adjacents au bassin, pourraient empêcher l'installation d'être considérée comme un emplacement possible de carénage et rendre la soumission non recevable.

À la date de clôture, le soumissionnaire doit fournir la preuve qu'il dispose d'une capacité de grutage suffisante pour soulever et manipuler le tonnage indiqué à l'annexe A (environ 30 MT), sur place pendant toute la durée du contrat.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.4 Indemnisation des accidents du travail - Lettre d'attestation de régularité

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante un certificat ou une lettre d'attestation de la Commission des accidents du travail confirmant que son compte est en règle avec ladite commission. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.5 Convention collective valide

Lorsque le soumissionnaire est lié par une convention collective ou par un autre instrument adéquat à ses travailleurs syndiqués, la convention collective ou l'instrument doit être valide pour la durée de la période proposée de tout contrat subséquent. La preuve documentaire de la convention collective ou de l'instrument doit être fournie au plus tard à la clôture des soumissions. Si ces renseignements ne sont pas fournis, la soumission sera jugée comme étant non recevable. Le soumissionnaire doit fournir une lettre indiquant qu'il s'agit d'une installation non syndiquée, s'il y a lieu.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.6 Calendrier préliminaire des travaux

À la clôture des soumissions, le soumissionnaire doit fournir au Canada un (1) copie électronique de son calendrier préliminaire de travail. Ce calendrier doit indiquer les dates de début et d'achèvement des travaux durant la période de travail, y compris les dates d'échéance réalistes pour chacune des étapes importantes. Ce calendrier sera passé en revue avec le soumissionnaire retenu lors de la réunion préliminaire.

Le ou les calendriers préliminaires des travaux doivent avoir été conçus au moyen d'un logiciel de gestion de projet commercial, soit MS Projet ou un produit équivalent approuvé par le responsable technique. Le logiciel doit permettre d'effectuer le suivi des tâches en cours, des tâches précédentes, du chemin critique, des indicateurs de jalons et de la répartition de la main-d'œuvre. Le calendrier doit démontrer la ventilation des travaux prévus jusqu'au niveau du système et des composants.

Après l'attribution du contrat, le calendrier principal utilisé pendant les travaux de radoub doit entièrement satisfaire aux exigences de l'article 1.12.6 de l'annexe A.

Le calendrier préliminaire de travail doit comprendre les dates cibles de chacun des événements importants suivants :

- a. le début des travaux tel qu'indiqué à l'article 7.3.1;
- b. la période en cale sèche;
- c. tous éléments de travail dont les prix sont indiqués figurant à l'annexe H, appendices 1;
- d. l'achèvement des travaux tel qu'indiqué à l'article 7.3.1;
- e. la période des soins et garde
- f. la période des essais à quai et en mer;
- g. la reprise de garde du navire par le Canada.

Après l'attribution du contrat, le calendrier directeur utilisé lors du radoub doit être entièrement conforme à l'annexe A.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.7 Mesures de sécurité relatives à l'approvisionnement en carburant et au débarquement du carburant

L'approvisionnement en carburant et le débarquement du carburant des navires du gouvernement canadien devront être effectués sous la supervision d'un superviseur responsable possédant la formation et l'expérience nécessaires à de telles opérations.

À la clôture des soumissions, le soumissionnaire doit fournir au Canada le détail de ses mesures de sécurité pour l'approvisionnement en carburant et le débarquement du carburant, ainsi que le nom et les compétences de la personne chargée de cette activité. Si ces renseignements ne sont pas fournis, la soumission sera jugée comme étant non recevable.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.8 ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité

Le soumissionnaire doit avoir en place un système de gestion de la qualité inscrit à ISO 9001-2008. Le soumissionnaire est responsable de la mise en œuvre de ce système de qualité enregistré dans son installation pendant la durée du contrat. Le soumissionnaire doit fournir à la clôture des soumissions :

- ses certifications ISO 9001-2008 valides ;

Les documents et les procédures des soumissionnaires pourront faire l'objet d'une évaluation du système de gestion de la qualité de la part du responsable de l'inspection durant la période d'évaluation des soumissions.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.9 Santé et sécurité

Le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission une preuve objective qu'il a un système de santé et sécurité documenté qui est entièrement conforme à tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur. Si ces renseignements ne sont pas fournis, la soumission sera jugée comme étant non recevable.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.10 Procédures de protection incendie, de lutte contre les incendies et de formation

Le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission une preuve objective qu'il a des procédures de protection incendie, de lutte contre les incendies et de formation documentées qui sont conformes aux règlements en vigueur et aux exigences relatives aux assurances. Une fois que ces procédures auront été acceptées par le Canada, elles feront partie intégrante du contrat. Se reporter à l'article 7.27. Si ces renseignements ne sont pas fournis, la soumission sera jugée comme étant non recevable.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les exigences relatives aux livrables.

6.11 Déchets dangereux

1. L'entrepreneur reconnaît que le Canada a fourni suffisamment de renseignements concernant l'emplacement et la quantité approximative de déchets dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice ou d'autres produits dangereux ou substances toxiques.
2. Le prix comprend tous les coûts associés à l'enlèvement, à la manutention, à l'entreposage, à l'élimination et(ou) au travail effectué à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et les autres produits dangereux ou substances toxiques se trouvant à bord du navire. Le prix comprend aussi les coûts liés à l'obligation de se conformer aux lois et aux règlements qui s'appliquent à l'enlèvement, à la manutention, à l'élimination ou à l'entreposage de déchets dangereux ou de substances toxiques.
3. La date d'achèvement des travaux tient compte du fait que l'enlèvement, la manutention, l'entreposage, l'élimination et(ou) le travail à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et les autres produits dangereux ou substances toxiques pourraient être visés par la nécessité de se conformer aux lois ou aux règlements applicables et que cela ne constituera pas un retard excusable.

6.12 Exigences relatives aux assurances

Le soumissionnaire doit fournir une lettre rédigée par un courtier d'assurances ou encore par une compagnie d'assurances autorisée à avoir des activités au Canada, dans laquelle il est confirmé que le soumissionnaire, si le contrat qui fait l'objet de la demande de soumissions lui est adjugé, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance énoncées à l'**Annexe D**. Si ces renseignements ne sont pas fournis, la soumission sera jugée comme étant non recevable.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.13 Certification relative au soudage

1. Les travaux de soudage doivent être effectués par une entreprise accréditée par l'Association canadienne de normalisation (CSA), selon les exigences des normes suivantes de cette dernière :
 - a. CSA W47.2- édition la plus récente, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium (Division Niveau 1 ou 2).

Le soumissionnaire doit fournir une preuve de Certification des compagnies de soudage par fusion avec sa soumission. La certification doit demeurer valide durant la période du contrat. Si ces renseignements ne sont pas fournis, la soumission sera jugée non recevable.

La preuve de Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium n'est pas requise avec la soumission, mais doit être disponible avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du responsable technique. La certification doit demeurer valide durant la période du contrat.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.14 Services de gestion de projets

L'entrepreneur devra fournir sa propre équipe de gestion du projet, dont les membres devront posséder l'expérience nécessaire et être en mesure de gérer le contrat de réparation du navire en cause. Le personnel de gestion du projet, les services et les produits livrables doivent être conformes au besoin du contrat.

1. Objet

- a) Les titres de postes utilisés dans la présente annexe visent uniquement à fournir des éclaircissements pour ce document. L'entrepreneur est libre de choisir des titres de postes qui conviennent à son organisation.
- b) L'entrepreneur, par l'entremise de son équipe de gestion de projet, doit assumer les fonctions et fournir les produits livrables requis dans le cadre du contrat et des spécifications.
- c) La gestion de projet comprend l'orientation et le contrôle de fonctions comme l'ingénierie, la planification, les achats, la fabrication, l'assemblage, les remises en état, les installations, ainsi que les essais et les tests

2. Chargé de projet

- a) L'entrepreneur doit fournir un chargé de projet (CP).
- b) Le CP doit avoir l'expérience de la gestion d'un projet de cette nature.

3. Équipe de gestion de projet

À part le gestionnaire de projet, l'entrepreneur doit attribuer et modifier d'autres descriptions de travail en fonction de son organisation; à condition toutefois que le résumé collectif de sa gestion de projet doit prévoir le contrôle efficace des éléments du projet, y compris mais sans s'y limiter:

- i. gestion de projet
- ii. l'assurance de la qualité
- iii. la planification et l'établissement du calendrier

4. Éléments livrables de l'invitation

Noms, résumés de CV et liste des tâches de chaque membre de l'équipe pour s'assurer que tous les éléments de projet énumérés à l'article 3 inclusivement ont été respectés.

5. Rapports

L'entrepreneur doit préparer et mettre à jour les rapports et les documents de gestion suivants et les transmettre à l'État, conformément au contrat ou à la demande de l'autorité contractante.

- i. Le calendrier de travail / tableau de production;
- ii. Le rapport sommaire plan d'inspection et d'essai;

- iii. Le résumé de l'accroissement des travaux;
- iv. Documents / rapports de gestion de projet - Plan d'action du projet (tel que décrit à l'annexe A);
- v. Rapport mensuel d'avancement,

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.15 Liste des sous-traitants proposés

Lorsque la soumission comprend le recours à des sous-traitants pour l'exécution des travaux, le soumissionnaire s'engage à fournir une liste de tous les sous-traitants, y compris une description des articles à acheter, une description des travaux à exécuter avec les spécifications et l'emplacement où ces travaux seront exécutés. La liste ne devrait pas comprendre l'achat d'articles et de logiciels du commerce, et des articles et du matériel standard fabriqués habituellement par les fabricants dans le cours normal de leurs affaires ou la fourniture des services connexes qui peuvent habituellement faire l'objet de sous-traitance dans le cadre de l'exécution des travaux, p. ex. la sous-traitance évaluée à moins de 5 000,00 \$ pour l'ensemble du projet.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.16 Plan de contrôle de la qualité

À l'heure de la clôture des soumissions, le soumissionnaire doit fournir au Canada un exemple de son plan de contrôle de la qualité, appliqué à des projets antérieurs de même nature.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.17 Plan d'inspection et d'essai

À la date de clôture des soumissions, le soumissionnaire doit fournir au Canada un exemple d'un plan d'inspection et d'essai complet, avec les exigences et les rapports d'inspection établis dans le cadre de projets antérieurs de même nature.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.18 Protection de l'environnement

À la clôture des soumissions, le soumissionnaire doit fournir au Canada les détails de son plan d'intervention en cas d'urgence environnementale, ses procédures de gestion des déchets ou de formation environnementale officielle suivie par ses employés.

Se reporter à l'annexe J1 pour consulter les livrables/attestations.

6.19 Confirmation des représentants détachés

- 6.19.1** Le Canada doit effectuer des travaux qui seront réalisés par d'autres sous-traitants/RSF pendant que le navire est sous la garde du chantier naval. La présence des représentants détachés pendant que les navires sont dans le chantier naval, comme mentionné à l'annexe A, est organisée par le soumissionnaire selon les besoins, en consultation avec le responsable technique.

- Kidde Marine

Sans frais (Maritimes): 1-800-296-8997
Téléphone : 902-876-7879
FAX : 902-876-1976

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Adresse postale: 2 Lakeside Park Drive, Unit 5, Lakeside NS B3T 1L7
Service de dispatch: admin@brentons.com
Ventes & Service à la clientèle: randyhazel@brentons.com
Informations Générales & Webmaster: sales@brentons.com

- Twin Disc

<https://twindisc.com/sales-service-locator/>

- Toromont Cat

P.O. Box 5511
3131 Highway 7 West - Building B
Concord, ON L4K5E1
Téléphone: (416) 667-5511
Pièces: (416) 667-5580
Fax: (416) 667-5637

Quebec:
Toromont Cat
5001, Trans-Canada Highway
Pointe-Claire (QC) H9R 1B8
Téléphone : 514-630-3100
Téléphone : 1-866-851-5342
Sans frais : 1-855-439-4888

- Finning Canada

16901 109 Ave
Edmonton, AB
T5P 4P6Canada

Numéro de téléphone:
780-930-4900
1-888-346-6464 Sans frais

- MarineNav

MarineNav Ltd.
Panmure Island Road
Panmure Island, PE
C0A 1R0

Questions générales & Support Technique: (902) 838 7011
9h00 à 17h00 heure de l'atlantique
Lundi au vendredi

Support Technique après les heures : support@marinenav.ca
Comptes: accounts@marinenav.ca
Ventes: sales@marinenav.ca
Support: support@marinenav.ca
Achats: purchasing@marinenav.ca

- Finning Canada

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

16901 109 Ave
Edmonton, AB
T5P 4P6Canada
[View on Map](#)
Numéro de téléphone:
780-930-4900
1-888-346-6464 Sans frais

6.19.2 Les soumissionnaires doivent fournir la confirmation écrite suivante avec leur soumission à la clôture des soumissions :

- a. Le chantier naval accepte de laisser aux représentants détachés un accès sans restriction au navire pendant que celui-ci est sous la garde du chantier naval.
- b. Le chantier naval fournit aux représentants détachés ses protocoles de santé et de sécurité (au besoin).
- c. Le chantier naval accepte de tenir des réunions de production quotidiennes (ou à la fréquence requise) régulières avec les représentants détachés pour assurer des communications efficaces ainsi que la gestion et la coordination des projets contractuels pour un achèvement dans les délais (ou plus tôt).
- d. Tous les coûts du chantier naval relatifs à la gestion des aspects ci-dessus feront partie de la soumission de l'entrepreneur.
- e. Une confirmation écrite de tous les représentants détachés répertoriés à l'article 6.20.1 indiquant :
 - qu'ils acceptent un contrat de sous-traitance avec le chantier naval;
 - qu'ils acceptent de travailler avec le chantier naval pour la durée de la période de radoub.

Les coordonnées des représentants détachés figurent à l'article 6.19.1 ci-dessus.

Consulter l'annexe J1 pour les produits livrables/attestations

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

L'entrepreneur doit :

- a) Effectuer la mise en cale sèche, l'inspection, la réparation, l'entretien et le réaménagement des bateaux de sauvetage motorisés de la Garde côtière canadienne qui sont indiqués dans le calendrier de radoub de la région démographique, conformément aux spécifications techniques connexes qui figurent à l'Annexe A et toute information technique associée.
- b) effectuer tous les travaux imprévus autorisés par l'autorité contractante.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le Guide est disponible sur le site Web de TPSGC : (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>)

7.2.1 Conditions générales

Le document 2030 (2020-05-28), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

2030 (2020-05-28) Conditions générales – besoins plus complexes de biens sont par la présente modifiées de la façon suivante :

Section 22 Garantie

1. Si le Canada en fait la demande, l'entrepreneur doit remplacer ou réparer à ses propres frais tous travaux achevés (à l'exclusion des fournitures de l'État incorporées aux travaux) qui sont devenus défectueux ou ne répondent pas aux exigences du contrat suite à quelque défaut ou inefficacité dans la fabrication, les matériaux ou l'exécution du travail.
2. Malgré l'acceptation des travaux achevés et sans restreindre la portée d'aucune autre clause du contrat ni de quelque condition, garantie ou disposition imposée en vertu de la loi, l'entrepreneur garantit que les travaux suivants seront exempts de tout défaut et seront conformes aux exigences du contrat

- a) La peinture de la partie immergée de la coque durant une période de 365 jours à compter de la date de sortie du bassin, sauf que l'entrepreneur ne sera tenu de réparer et(ou) de remplacer les éléments en question que selon une valeur déterminée comme suit :

Le coût initial pour le Canada des travaux de peinture immergée, divisé par 365 jours et multiplié par le nombre de jours restants dans la période de garantie. La somme établie par ce calcul représentera le « crédit en dollars » dû au Canada par l'entrepreneur.

- b) Tous les autres travaux de peinture durant une période de 365 jours à compter de la date d'acceptation des travaux;

- (c) tous les autres travaux durant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'acceptation des travaux, sauf que :
- (i) la garantie portant sur les travaux liés à un système ou à de l'équipement qui n'est pas immédiatement mis en place ou en service continu sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'acceptation du navire;
- (ii) la garantie portant sur tous les défauts, les écarts et les travaux en suspens énumérés dans le document d'acceptation à la livraison sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'acceptation subséquente de chaque article.
3. L'entrepreneur accepte de céder au Canada, et d'exercer au nom de celui-ci toutes les garanties portant sur le matériel fourni ou détenu par l'entrepreneur dont la durée excède les périodes précisées ci-dessus.
4. Se reporter à l'annexe E et à son appendice 1 pour les formulaires et les procédures de Déclaration des défauts aux fins de garantie.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

1031-2 (2012-07-16) Principes des coûts contractuels, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

1029 (2012-12-06) Réparation de navires, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4007 (2010-08-16) Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période des travaux - Marine

1. Les travaux doivent débuter et prendre fin comme suit :

Région du Canada Pacifique:

Treize (13) Bateaux

Début des travaux: Premier bateau de la flotte – 8 décembre, 2021

Fin des travaux: Dernier bateau de la flotte – 22 mai, 2028

Région de l'Ontario (Grands Lacs):

Onze (11) Bateaux

Début des travaux: Premier bateau de la flotte – 8 novembre, 2021

Fin des travaux: Dernier bateau de la flotte – 23 avril, 2027

Région du Québec:

Six (6) Bateaux

Début des travaux: Premier bateau de la flotte – 8 novembre, 2021

Fin des travaux: Dernier bateau de la flotte – 21 octobre, 2024

Région du Canada Atlantique:

Six (6) Bateaux

Début des travaux: Premier bateau de la flotte – 8 novembre, 2022

Fin des travaux: Dernier bateau de la flotte – 21 octobre, 2025

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Programme de la PDV

1. Pacifique

Région	Navire	Début de la période de travail	Période de travail terminée	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25	2025-26	2026-27	2027-28	2028-29
Colombie britannique	1	8 décembre, 2021	23 mai, 2022								
Colombie britannique	2	8 juin, 2022	21 novembre, 2022								
Colombie britannique	3	8 décembre, 2022	23 mai, 2023								
Colombie britannique	4	8 juin, 2023	21 novembre, 2023								
Colombie britannique	5	8 décembre, 2023	22 mai, 2024								
Colombie britannique	6	8 juin, 2024	21 novembre, 2024								
Colombie britannique	7	8 décembre, 2024	23 mai, 2025								
Colombie britannique	8	8 juin, 2025	21 novembre, 2025								
Colombie britannique	9	8 décembre, 2025	23 mai, 2026								
Colombie britannique	10	8 juin, 2026	21 novembre, 2026								
Colombie britannique	11	8 décembre, 2026	23 mai, 2027								
Colombie britannique	12	8 juin, 2027	21 novembre, 2027								
Colombie britannique	13	8 décembre, 2027	22 mai, 2028								

2. Ontario (Grands Lacs)

Région	Navire	Début de la période de travail	Période de travail terminée	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25	2025-26	2026-27	2027-28	2028-29
Great Lakes	1	8 Novembre, 2021	23 Avril, 2022								
Great Lakes	2	8 Mai, 2022	21 Octobre, 2022								
Great Lakes	3	8 Novembre, 2022	23 Avril, 2023								
Great Lakes	4	8 Mai, 2023	21 Octobre, 2023								

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Great Lakes	5	8 Novembre, 2023	22 Avril, 2024								
Great Lakes	6	8 Mai, 2024	21 Octobre, 2024								
Great Lakes	7	8 Novembre, 2024	23 Avril, 2025								
Great Lakes	8	8 Mai, 2025	21 Octobre, 2025								
Great Lakes	9	8 Novembre, 2025	23 Avril, 2026								
Great Lakes	10	8 Mai, 2026	21 Octobre, 2026								
Great Lakes	11	8 Novembre, 2026	23 Avril, 2027								

3. Québec

Région	Navire	Début de la période de travail	Période de travail terminée	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25	2025-26	2026-27	2027-28	2028-29
Québec	1	8 Novembre, 2021	23 Avril, 2022								
Québec	2	8 Mai, 2022	21 Octobre, 2022								
Québec	3	8 Novembre, 2022	23 Avril, 2023								
Québec	4	8 Mai, 2023	21 Octobre, 2023								
Québec	5	8 Novembre, 2023	22 Avril, 2024								
Québec	6	8 Mai, 2024	21 Octobre, 2024								

4. Canada atlantique

Région	Navire	Début de la période de travail	Période de travail terminée	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25	2025-26	2026-27	2027-28	2028-29
Atlantique	1	8 Novembre, 2022	23 Avril, 2023								
Atlantique	2	8 Mai, 2023	21 Octobre, 2023								
Atlantique	3	8 Novembre, 2023	22 Avril, 2024								
Atlantique	4	8 Mai, 2024	21 Octobre, 2024								

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Atlantique	5	8 Novembre, 2024	23 Avril, 2025								
Atlantique	6	8 Mai, 2025	21 Octobre, 2025								

La disponibilité réelle des navires sera communiquée au chantier naval de chaque zone au fur et à mesure que l'information sera connue.

2. L'entrepreneur convient que le temps indiqué ci-dessus (période des travaux) est suffisant pour l'exécution des travaux mentionnés et pour absorber une quantité raisonnable de travaux imprévus. L'entrepreneur atteste qu'il a suffisamment de matériaux et de ressources humaines attribuées ou disponibles pour exécuter les travaux en question et une quantité raisonnable de travaux imprévus durant la période des travaux.

Le Canada a le droit de reporter l'arrivée du navire aux installations de l'entrepreneur selon les conditions suivantes :

- a) Le Canada donne un avis préalable de 10 jours civils pour un délai maximum de 15 jours.

L'entrepreneur ne peut réclamer aucun coût additionnel si le navire arrive à ses installations avec un délai maximum de 15 jours civils suivant la date du début des travaux indiquée ci-dessus. La date d'achèvement sera prolongée d'une période égale à la durée du retard.

- b) En cas de retard, le Canada ne donne pas d'avis préalable de 10 jours civils. La date d'achèvement sera ajustée raisonnablement selon l'incidence du retard, et le Canada versera seulement les frais de service quotidiens indiqués dans la base de paiement pour la période de retard.

7.3.2 Instructions supplémentaires sur la période des travaux

Le navire sera sans équipage durant la période des travaux et ils seront considérés comme étant pas en service actif. Durant cette période, la charge et la garde des navires seront assurées par l'entrepreneur et il en aura le contrôle.

L'équipage sera sur place pendant deux semaines à la fin de chaque période de travail des navires. Le temps sera utilisé pour la familiarisation de l'équipage et pour le témoignage des essais. L'équipage exploitera le navire pendant les essais en mer.

REMARQUE: Un mois avant les essais à quai, l'entrepreneur doit aviser le Canada pour permettre les préparatifs de voyage.

7.3.3 Rigueur des délais

Se reporter à la clause 2030 (2020-05-28) du Guide des CUA, sous-section 10, *Rigueur des délais*.

7.4 Responsables

7.4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Jessica Blackburn
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada
Secteur maritime
Téléphone : 819 230-2672
Courriel : jessica.blackburn@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.4.2 Responsable technique

Le responsable technique pour ce contrat est :

Nom sera déterminé à l'attribution du contrat

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Cell/Tél : _____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser

les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.4.3 Responsable de l'inspection

L'Autorité d'inspection pour le contrat est la Garde côtière canadienne.

Nom sera déterminé à l'attribution du contrat

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Cell/Tél : _____
Courriel : _____

L'Autorité d'inspection est le représentant du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont effectués en vertu du contrat et est responsable de l'inspection du travail et de l'acceptation de l'ouvrage fini. L'Autorité d'inspection peut être représenté sur place par un inspecteur désigné et tout autre inspecteur du gouvernement du Canada qui peut de temps à autre être assigné au besoin de l'inspecteur désigné.

7.4.4 Représentant de l'entrepreneur

Nom sera déterminé à l'attribution du contrat

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Cell/Tél : _____
Courriel : _____

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement - prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé le prix ferme indiqué dans la base de paiement, à l'annexe B, pour les travaux connus. Taxes applicables sont en sus. Le paiement pour les travaux imprévus sera effectué conformément à l'annexe B.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou de toute interprétation des travaux ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.2 Modalités de paiement - Paiements progressifs

1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois tout au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 % du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
 - (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - (b) le montant réclamé est conforme à la base de paiement;

- (c) la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 % de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
 - (d) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.
2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée.
3. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et se réserve le droit d'apporter s'il y a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

7.5.3 Droit de rétention, article 427 de la *Loi sur les banques*

Clause H4500C du Guide des CCUA (2010-01-11) Rétention - article 427 de la *Loi sur les banques*

7.5.4 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA C6000C (2017-08-17), Limite de prix

7.5.5 Contrôle du temps

Clause du Guide des CCUA C0711C (2008-05-12), Contrôle du temps

7.6 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter les factures conformément aux exigences énoncées à la disposition 13 des Conditions générales – besoins plus complexes de biens CCUA 2030 (2020-05-28), l'article 7.5, paiement et à l'article 7.6, Instructions relatives à la facturation.

7.6.1 Factures

1. Les factures sont à être adressées à :

Garde côtière canadienne - Marine (ingénierie)
DFO.invoicing-facturation@DFO-MPO.GC.CA
À l'attention de : À déterminer

et

La facture originale doit être acheminée aux fins de vérification à :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction des systèmes maritimes
Secteur des projets de défense et des grands projets
L'autorité contractante
Attention : Jessica Blackburn
Courriel : jessica.blackburn@tpsgc-pwgsc.gc.ca

2. Le Canada n'effectuera de paiement que sur présentation d'une facture satisfaisante et dûment appuyée sur les documents de sortie précisés et tout autre document exigé en vertu du contrat.

3. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de facture avant l'achèvement et l'acceptation des travaux ou l'expédition des biens auxquels elle se rapporte.

7.6.2 Modalités de paiement - Acomptes

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement au moyen du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>, Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit comprendre ce qui suit :

- (a) toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
 - (b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
2. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
 3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.

L'autorité contractante fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande au responsable de l'inspection pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.
 4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que tous les travaux indiqués sur la demande soient achevés.

7.6.3 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'instrument de paiement électronique Dépôt direct (national et international).

7.6.4 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % du prix total du contrat, selon la dernière modification (taxes exclues) sera appliquée à la demande de paiement finale. Cette retenue sera payable par le Canada à l'expiration de la période de garantie de 90 jours qui s'applique aux travaux. Les taxes applicables, selon le cas, doit être calculée pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue de 5 %, il n'y aura pas les taxes applicables à payer car celle-ci a été réclamée et est payable sous les demandes de paiement progressif précédentes.

7.7 Attestations

7.7.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.8 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu' Accord pour la mise en oeuvre de l' en matière d' a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l' reconnaît à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les Conditions générales supplémentaires 1029 (2018-12-06), Réparation des navires;
- (c) les Conditions générales 2030 (2020-05-28) Conditions générales - besoins plus complexes de biens;
- (d) les conditions générales 1031-2, (2012-07-16), Principes des coûts contractuels;
- (e) L'Annexe K les questions et réponses à l'intention des soumissionnaires;
- (f) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- (g) l'Annexe B, Base de paiement;
- (h) l'Annexe C, Programme de contrats fédéraux en matière d'emploi - Attestation;
- (i) l'Annexe D, Exigences relatives aux assurances;
- (j) l'Annexe E, Garantie;
- (k) l'Annexe F, Procédure de traitement des travaux imprévus;
- (l) l'Annexe G, Inspection/Contrôle de la qualité;
- (m) l'Annexe H, Feuille de données des prix;
- (n) l'Annexe I, Garde du navire; - non utilisé
- (o) l'Annexe J, Livrables/certifications
- (p) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (inscrire la date de la soumission), modifiée le _____ (inscrire la ou les dates des modifications, s'il y a lieu)
- (q) l'Annexe "L" Modèles - Rapport mensuel d'avancement, Formulaire TPSGC 1379, et Formulaire de demande de garantie
- (r) l'Annexe "M" CTEO - Critères technique d'évaluation obligatoires

7.11 Exigences relatives aux assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les **dix (10) jours ouvrables** suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

Se reporter à l'annexe J2.

7.12 Limite de la responsabilité de l'entrepreneur Pour Les dommages subis par le Canada

1. Cet article s'applique malgré toute autre clause du marché et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, et ses représentants et leurs employés.

2. Si la réclamation est fondée sur un contrat, un délit ou toute autre cause d'action, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages causés au Canada par l'exécution ou l'inexécution du contrat est limitée à 10 000 000 \$ par incident ou occurrence, jusqu'à concurrence d'un montant annuel cumulatif de 20 000 000 \$, pour les pertes ou dommages causés au cours d'une année donnée d'exécution du contrat, chaque année commençant à la date d'entrée en vigueur du contrat ou à sa date d'anniversaire. Cette limite de la responsabilité de l'entrepreneur ne s'applique pas aux cas suivants :

a) toute violation des droits de propriété intellectuelle;

b) tout manquement aux obligations de garantie;

c) toute responsabilité du Canada envers un tiers découlant d'un acte ou d'une omission de l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution du contrat; ou

d) toute perte pour laquelle les polices d'assurance précisées dans le contrat ou toute autre politique d'assurance détenue par l'entrepreneur fournissent une couverture d'assurance.

3. Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers et qui sont reliés au contrat, que le tiers fasse la réclamation envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada.

4. Les parties conviennent que rien dans la présente ne vise à limiter les intérêts assurables de l'entrepreneur ni à limiter les montants pouvant par ailleurs être recouverts au titre d'une police d'assurance. Les parties conviennent que si la couverture d'assurance nécessaire que l'entrepreneur doit contracter dans le cadre du présent contrat ou toute couverture d'assurance supplémentaire contractée par l'entrepreneur, selon la plus élevée, est supérieure à la limite de la responsabilité décrite à l'alinéa 2), les limites prévues dans la présente sont augmentées en conséquence, et l'entrepreneur sera responsable du montant le plus élevé si le produit de l'assurance est récupéré.

5. Si, à un moment ou à un autre, la responsabilité totale cumulative de l'entrepreneur pour toutes les pertes ou dommages subis par le Canada en raison de l'exécution ou de la non-exécution du contrat, à l'exception des responsabilités décrites aux alinéas 2 a), b), c) et d), dépasse 40 millions de dollars, chaque partie peut résilier le contrat en donnant un avis écrit à l'autre partie, et aucune des parties n'intentera une réclamation contre l'autre pour des dommages, des coûts, des profits escomptés ou toute autre perte découlant de la résiliation. Toutefois, une telle résiliation ou expiration du contrat ne pourra réduire ou résilier les responsabilités accumulées à la date d'entrée en vigueur de la résiliation, mais ces responsabilités sont sujettes aux limites précisées aux alinéas 1) à 4) ci-dessus.

6. Conformément au présent article, la date de résiliation sera la date indiquée par le Canada dans son avis de résiliation, ou si c'est l'entrepreneur qui exerce le droit de résiliation, dans l'avis que le Canada fera parvenir à l'entrepreneur en réponse à cet avis. La date de résiliation devra être déterminée à la discrétion du Canada, jusqu'à un maximum de 12 mois après l'avis original de résiliation donné par l'une ou l'autre des parties, conformément au paragraphe 5 ci-dessus.

7. Les autres recours du Canada ne seront nullement limités, y compris le droit du Canada de résilier le contrat pour manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations en vertu du présent contrat, à moins que l'entrepreneur ait atteint la limite de sa responsabilité.

7.13 Garantie financière

7.13.1 Durée de la garantie financière

Toute obligation, lettre de change, lettre de crédit ou autre garantie fournie par l'entrepreneur au Canada en conformité avec les modalités du contrat ne doit pas prendre fin moins de 90 jours après la date d'achèvement indiquée dans le contrat. L'autorité contractante peut, à son entière discrétion, exiger le prolongement de la période de la garantie, à l'égard de laquelle l'entrepreneur pourra demander une compensation financière.

L'autorité contractante peut, à son entière discrétion, retourner la garantie à l'entrepreneur avant son échéance, pourvu qu'aucun risque n'en découle pour le Canada.

7.13.2 Garantie financière du contrat

1. L'entrepreneur doit fournir l'une des garanties financières contractuelles suivantes dans les **dix (10)** jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat :

a) un cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505) ainsi qu'un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506), chacun représentant 20 % du prix du contrat;

OU

b) un dépôt de garantie tel qu'il est défini ci-dessous, représentant 10 % du prix du contrat.

Tout cautionnement doit être accepté à titre de garantie par l'une des compagnies de cautionnement énumérées à l'appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, de la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor (<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12027>). Les formulaires de cautionnement mentionnés à l'alinéa a) ci-dessus sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>.

2. Si, pour une raison quelconque, le Canada ne reçoit pas le dépôt de garantie selon le montant établi ci-haut dans le délai prescrit, l'entrepreneur sera en défaut. Le Canada peut, à sa discrétion, résilier le contrat pour manquement, conformément aux dispositions du contrat en la matière, et accepter une autre soumission, rejeter toutes les soumissions ou émettre une nouvelle demande de soumissions.

3. Les dépôts de garantie sous forme d'obligations garanties par le gouvernement qui comprennent des coupons seront acceptés seulement si tous les coupons non échus, lorsque le dépôt est fourni, sont joints aux obligations. L'entrepreneur doit fournir des instructions écrites concernant le traitement des coupons qui viendront à échéance pendant que les obligations sont retenues à titre de garantie, lorsque ces coupons excèdent les exigences du dépôt de sécurité.

4. Si le dépôt de garantie est sous forme d'une lettre de change, le Canada déposera celle-ci dans un compte ouvert au Trésor. Les lettres de change qui sont déposées au Trésor produiront des intérêts simples, calculés selon les taux qui sont en vigueur pendant la période où le dépôt de garantie est conservé.

Ces taux sont publiés chaque mois par le ministère des Finances et correspondent au rendement moyen des bons du Trésor de quatre-vingt-dix 90 jours, moins 1/8 de 1 %. Les intérêts sont versés annuellement ou au moment où le dépôt de garantie est retourné à l'entrepreneur, selon la première éventualité. L'entrepreneur peut toutefois demander au Canada de conserver la lettre de change sans l'encaisser, auquel cas aucun intérêt n'est versé.

5. Le Canada peut convertir le dépôt de garantie pour son usage si les circonstances lui permettent de résilier le contrat pour manquement; toutefois, cette conversion ne constitue pas la résiliation du contrat.

6. Lorsque le Canada convertit le dépôt de garantie :

- a) il utilise la somme pour achever les travaux selon les modalités du contrat, dans la mesure du possible, et tout solde est retourné à l'entrepreneur à la fin de la période de garantie;
- b) si le Canada conclut un contrat pour achever les travaux, l'entrepreneur :
 - (i) est réputé avoir irrévocablement abandonné les travaux;
 - (ii) demeure responsable des frais excédentaires liés à l'achèvement des travaux si le montant du dépôt de garantie n'est pas suffisant à cette fin. Les « frais excédentaires » désignent toute somme dépassant la partie du prix contractuel qui reste à payer en plus du montant du dépôt de garantie.

7. Si le Canada ne convertit pas le dépôt de garantie pour son usage avant la fin de la période du contrat, il le retourne à l'entrepreneur dans un délai raisonnable après cette date.

8. Si le Canada convertit le dépôt de garantie pour des raisons autres que la faillite, la garantie financière doit être rétablie à la valeur du montant susmentionné afin que ce montant soit disponible jusqu'à la fin de la période du contrat.

9. Dans le présent article, un « dépôt de garantie » désigne :

- a) une lettre de change payable au receveur général du Canada et certifiée par une institution financière agréée ou tirée par une telle institution sur elle-même;
- b) une obligation garantie par le gouvernement;
- c) une lettre de crédit de soutien irrévocable;
- d) toute autre garantie jugée acceptable par l'autorité contractante et approuvée par le Conseil du Trésor.

une « institution financière agréée » désigne :

- a) toute société ou institution qui est membre de l'Association canadienne des paiements;
- b) une société qui accepte des dépôts qui sont garantis par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi;
- c) une caisse de crédit au sens du paragraphe 137(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- d) une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par une province canadienne ou un territoire;
- e) la Société canadienne des postes.

une « obligation garantie par le gouvernement » désigne une obligation du gouvernement du Canada ou une obligation dont le principal et l'intérêt sont garantis inconditionnellement par le gouvernement du Canada et qui est :

- a) payable au porteur;
- b) accompagnée d'un acte dûment exécuté de transfert au receveur général du Canada, conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*;
- c) enregistrée au nom du receveur général du Canada.

une « lettre de crédit de soutien irrévocable » :

a) désigne une disposition, quelle que soit sa désignation ou description, en vertu de laquelle une institution financière (l'« émetteur »), agissant à la demande et selon les instructions d'un client (le « requérant »), ou en son propre nom,

(i) versera un paiement au Canada, en tant que bénéficiaire,

(ii) acceptera et paiera les lettres de change tirées par le Canada,

(iii) autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer lesdites lettres de change,

(iv) autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;

b) doit préciser le montant nominal que l'on peut tirer;

c) doit indiquer sa date d'expiration;

d) doit prévoir le paiement à vue au receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant ministériel autorisé indiqué dans la lettre de crédit par son bureau;

e) doit prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas le montant nominal de la lettre de crédit;

f) doit prévoir son assujettissement aux Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires (RUUCD) de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication n° 600 de la CCI. En vertu des RUUCD de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a aucune indication à cet égard;

g) doit être émise (émetteur) ou confirmée (confirmateur), dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

Se reporter à l'annexe J2.

7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

L'entrepreneur doit respecter les exigences canadiennes en matière d'immigration applicables aux ressortissants étrangers qui entrent au Canada pour travailler temporairement en vue d'exécuter le contrat. Si l'entrepreneur souhaite embaucher un ressortissant étranger pour travailler au Canada en vue d'exécuter le contrat, il doit communiquer immédiatement avec le bureau régional de Service Canada le plus près pour s'informer sur les exigences de Citoyenneté et Immigration Canada en matière de délivrance d'un permis de travail temporaire à un ressortissant étranger. L'entrepreneur sera responsable de tous les coûts qui pourraient résulter de l'inobservation des exigences en matière d'immigration.

7.15 Liste des contrats de sous-traitance et des sous-traitants

L'autorité contractante doit être avisée, par écrit, de tout changement apporté à la liste des sous-traitants, avant qu'ils commencent à travailler.

Lorsqu'un entrepreneur sous-traite certains travaux, un exemplaire du bon de commande de sous-traitance doit être remis à l'autorité contractante. En outre, l'entrepreneur doit surveiller les progrès de la sous-traitance et informer le responsable de l'inspection des étapes pertinentes des travaux afin d'en permettre l'inspection lorsque le responsable de l'inspection le juge nécessaire.

7.16 Calendrier des travaux et rapports

Au plus tard trente **(30) jours civils** avant le début des travaux du premier navire, le calendrier des travaux provisoires doit être révisé, détaillé et soumis de nouveau en vue de la réunion suivant l'attribution du contrat.

Les calendriers des travaux doivent avoir été conçus au moyen d'un logiciel de gestion de projet commercial, soit MS Projet ou un produit équivalent approuvé par le responsable technique. Le logiciel doit permettre d'effectuer le suivi des tâches en cours, des tâches précédentes, du chemin critique, et des indicateurs de jalons. Le calendrier doit démontrer la ventilation des travaux prévus jusqu'au niveau du système et des composants.

L'entrepreneur doit fournir un calendrier détaillé des travaux précisant les dates de début et d'achèvement des travaux au cours de la période des travaux, y compris des dates cibles réalistes pour les jalons importants.

Pendant la période des travaux, le calendrier sera révisé sur une base continue par le responsable de l'inspection et par l'entrepreneur, mis à jour au besoin, et disponible dans le bureau de l'entrepreneur aux fins d'examen par les autorités du Canada pour déterminer le progrès des travaux.

7.17 Matériaux isolants - Sans amiante

Tous les matériaux utilisés pour isoler ou ré-isoler une surface à l'intérieur du navire devront respecter les normes maritimes de Transports Canada pour les travaux maritimes commerciaux et, pour tous les travaux, être exempts d'amiante sous quelque forme que ce soit. L'entrepreneur devra veiller à ce que toutes les machines et l'équipement situés dessous ou adjacents à des surfaces devant être ré-isolées soient adéquatement couvertes et protégées avant d'enlever l'isolation existante.

7.18 Niveaux de qualification

L'entrepreneur doit faire appel à des gens de métier qualifiés, certifiés (le cas échéant) et compétents et les superviser pour garantir un niveau élevé uniforme de qualité d'exécution. Le responsable technique peut demander de consulter et d'inscrire les détails des attestations ou des compétences des gens de métier de l'entrepreneur. Cette demande ne doit pas être exercée indûment, mais viser uniquement à garantir que ce sont des gens de métier qualifiés qui exécutent les travaux nécessaires.

7.19 ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité

Pour l'exécution des travaux décrits dans le contrat, l'entrepreneur doit satisfaire aux exigences suivantes :

ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité - Exigences, publiée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), édition courante à la date de soumission de l'offre de l'entrepreneur.

Le système de gestion de la qualité de l'entrepreneur doit tenir compte de chacune des exigences de la norme, toutefois, l'entrepreneur n'est pas tenu d'obtenir l'enregistrement à la norme visée.

7.20 Services de gestion de projets

L'entrepreneur devra fournir sa propre équipe de gestion du projet, dont les membres devront posséder l'expérience nécessaire et être en mesure de gérer le contrat de réparation du navire en cause. Le personnel de gestion du projet, les services et les produits livrables doivent être conformes au besoin du contrat.

1. Objet

- a) Les titres de postes utilisés dans la présente annexe visent uniquement à fournir des éclaircissements pour ce document. L'entrepreneur est libre de choisir des titres de postes qui conviennent à son organisation.
- b) L'entrepreneur, par l'entremise de son équipe de gestion de projet, doit assumer les fonctions et fournir les produits livrables requis dans le cadre du contrat et des spécifications.
- c) La gestion de projet comprend l'orientation et le contrôle de fonctions comme l'ingénierie, la planification, les achats, la fabrication, l'assemblage, les remises en état, les installations, ainsi que les essais et les tests

2. Chargé de projet

- a) L'entrepreneur doit fournir un chargé de projet (CP) expérimenté.
- b) Le CP doit avoir l'expérience de la gestion d'un projet de cette nature.

3. Équipe de gestion de projet

- i. À part le gestionnaire de projet, l'entrepreneur doit attribuer et modifier d'autres descriptions de travail en fonction de son organisation; à condition toutefois que le curriculum vitae collectif de sa gestion de projet doit prévoir le contrôle efficace des éléments du projet, y compris mais sans s'y limiter: la gestion de projet
- ii. Assurance qualité
- iii. Planification et planification

6. Rapports

L'entrepreneur doit préparer et mettre à jour les rapports et les documents de gestion suivants et les transmettre à l'État, conformément au contrat ou à la demande de l'autorité contractante.

- i. Le calendrier de travail / tableau de production
- ii. Le rapport sommaire plan d'inspection et d'essai
- iii. Le résumé de l'accroissement des travaux
- iv. Documents/rapports de la gestion du projet –Plan d'action du projet (Annexe A, 3.2)
- v. Monthly Progress Reports (Template in Annex K)

7.21 Plan de contrôle de la qualité

L'entrepreneur doit mettre en œuvre et suivre le plan de contrôle de la qualité qui a été préparé selon la dernière édition (à la date du contrat) de la norme ISO10005:2005 Systèmes de management de la qualité - Lignes directrices pour les plans qualité, et qui a été approuvé par le responsable de l'inspection et le responsable technique. Le plan de contrôle de la qualité devra décrire comment l'entrepreneur entend se conformer aux exigences de qualité spécifiées dans le contrat et préciser comment les activités reliées à la qualité se dérouleront incluant l'assurance de la qualité des sous-traitants. L'entrepreneur doit inclure une matrice qui permet de retracer les éléments des exigences de la qualité spécifiés aux paragraphes du plan de contrôle de la qualité où l'élément a été traité. Le plan de contrôle de la qualité doit être mis à la disposition du responsable de l'inspection et du responsable technique aux fins d'examen et d'approbation dans les **dix (10) jours ouvrables** suivant l'attribution du contrat.

Les documents mis en référence dans le plan de contrôle de la qualité doivent être disponibles à la demande du responsable de l'inspection.

L'entrepreneur doit effectuer les modifications appropriées au plan pendant la durée du contrat de façon à refléter les activités de qualité en cours ou planifiées. Le responsable de l'inspection et le responsable technique doivent être en accord avec les modifications apportées au plan de contrôle de la qualité.

Se reporter à l'annexe G pour les détails.

7.22 Plan d'inspection et d'essai

L'entrepreneur doit, à l'appui de son plan de contrôle de la qualité (PCQ), mettre en œuvre un plan d'inspection et d'essai (PIE) approuvés. Le PIE doit être mit à la disposition du responsable de l'inspection et du responsable technique aux fins d'examen et d'approbation dix (10) jours ouvrables avant la réunion préalable au réaménagement.

L'entrepreneur doit fournir, sans frais supplémentaires pour le Canada, toutes les données d'essai pertinentes, toutes les données techniques, les pièces d'essai et les échantillons de l'entrepreneur pouvant raisonnablement être demandés par le responsable de l'inspection pour vérifier s'ils sont conformes aux exigences contractuelles. L'entrepreneur doit expédier, à ses frais, ces données et pièces d'essai de même que ces échantillons à l'endroit indiqué par le responsable de l'inspection.

Se reporter à l'annexe G pour les détails.

7.23 Équipement/Systèmes : Inspection/essai

Les inspections et les essais de l'équipement, du matériel et des systèmes seront réalisés conformément à la spécification. L'entrepreneur doit effectuer ou faire effectuer tous les essais et toutes les inspections nécessaires pour confirmer que le matériel ou les services fournis sont conformes aux exigences du contrat.

Se reporter à l'annexe G pour les détails

7.24 Protection de l'environnement

L'entrepreneur et ses sous-traitants qui effectuent des travaux sur un navire de Sa Majesté doivent respecter les normes de l'industrie, les règlements et les lois environnementales qui s'appliquent aux niveaux municipal, provincial et fédéral.

L'entrepreneur doit avoir des procédures détaillées pour répertorier, enlever, entreposer, transporter et éliminer tous les polluants possibles et les matières dangereuses afin de respecter les exigences susmentionnées. L'entrepreneur doit maintenir en application toutes ses procédures en matière de protection de l'environnement, pendant toute la durée du contrat.

Tous les certificats d'élimination des déchets doivent être remis au responsable technique, et des exemplaires doivent être envoyés à l'autorité contractante. De plus, l'entrepreneur doit remettre sur demande de l'autorité contractante des preuves supplémentaires du respect des lois et des règlements environnementaux municipaux, provinciaux et fédéraux.

L'entrepreneur doit disposer de procédures ou de plans d'intervention en cas d'urgence environnementale. Les employés de l'entrepreneur et des sous-traitants doivent avoir reçu une formation appropriée en préparation aux situations d'urgence et organisation des secours. Les employés de l'entrepreneur qui mène des activités susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement doivent posséder les compétences nécessaires en raison de leurs études, de leur formation ou de leur expérience.

7.25 Déchets dangereux

1. L'entrepreneur reconnaît que le Canada a fourni suffisamment de renseignements concernant l'emplacement et la quantité approximative de déchets dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice ou d'autres produits dangereux ou substances toxiques.

2. Le prix comprend tous les coûts associés à l'enlèvement, à la manutention, à l'entreposage, à l'élimination et(ou) au travail effectué à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et les autres

produits dangereux ou substances toxiques se trouvant à bord du navire. Le prix comprend aussi les coûts liés à l'obligation de se conformer aux lois et aux règlements qui s'appliquent à l'enlèvement, à la manutention, à l'élimination ou à l'entreposage de déchets dangereux ou de substances toxiques.

3. La date d'achèvement des travaux tient compte du fait que l'enlèvement, la manutention, l'entreposage, l'élimination et/ou le travail à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et les autres produits dangereux ou substances toxiques pourraient être visés par la nécessité de se conformer aux lois ou aux règlements applicables et que cela ne constituera pas un retard excusable.

7.26 Approvisionnement en carburant et débarquement du carburant sous supervision

L'entrepreneur doit s'assurer que l'approvisionnement en carburant et le débarquement du carburant des navires du gouvernement canadien sont effectués sous la supervision d'un superviseur responsable possédant la formation et l'expérience nécessaires à de telles opérations.

L'approvisionnement en carburant et le débarquement du carburant des navires de la GCC doivent être effectués conformément aux procédures acceptées soumises par l'entrepreneur.

7.27 Protection incendie, lutte contre les incendies et formation

L'entrepreneur doit maintenir en vigueur des procédures en matière de protection incendie, de lutte contre les incendies et de formation pendant toute la durée du contrat.

7.28 Prêts d'équipement - Marine

L'entrepreneur peut demander l'emprunt d'outils spéciaux du gouvernement et d'équipement d'essai pour le navire précisé dans les spécifications. Le reste de l'équipement nécessaire à l'exécution des travaux, selon les spécifications, incombe entièrement à l'entrepreneur.

L'équipement prêté en vertu de cette disposition doit être utilisé uniquement pour effectuer les travaux prévus en vertu du présent contrat et pourra faire l'objet de frais de surestaries s'il n'est pas retourné à la date indiquée par le Canada. En outre, l'équipement prêté en vertu de cette disposition devra être retourné en bonne condition, compte tenu de son usure normale.

Une liste de l'équipement du gouvernement que l'entrepreneur compte demander doit être présentée à l'autorité contractante dans les **dix (10) jours ouvrables** suivant l'attribution du contrat, afin de permettre qu'il lui soit fourni en temps opportun ou que d'autres dispositions puissent être prises. La demande doit préciser la période au cours de laquelle l'équipement sera requis.

Se reporter à l'annexe J2 pour consulter les livrables/attestations.

7.29 Certification relative au soudage

1. L'entrepreneur doit s'assurer que le soudage est effectué par un soudeur certifié par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) :

b) CSA W47.2-- édition la plus récente, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium (Division Niveau 1 ou 2).

2. En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications qui s'appliquent.

3. Avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du responsable technique, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées ou une liste du personnel qu'il souhaite utiliser pour effectuer les travaux.

Cette liste doit préciser les qualifications que possède chaque personne relativement aux procédures de soudage du BCS et doit être accompagnée d'un exemplaire de la certification actuelle de chaque personne en matière de soudage, selon les normes du BCS.

7.30 Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires

Guide des CCUA, Clause B5007C (2010-01-11) Procédures pour les modifications de conception ou les travaux supplémentaires

En outre, se reporter à l'annexe F

7.31 Radoub du navire sans équipage

Clause du Guide des CCUA A0024C (2014-11-27) Radoub du navire sans équipage

Le navire sera sans équipage durant la période des travaux et ils seront considérés comme étant pas en service actif. Durant cette période, la charge et la garde des navires seront assurées par l'entrepreneur et il en aura le contrôle.

L'équipage doit pouvoir habiter pleinement sur le navire pour préparer la mise en service du navire, contribuer aux activités de mise en service et mener les tests et les essais. Pour que le navire soit habitable, la cuisine du navire doit être rendue opérationnelle, les logements de l'équipage doivent être nettoyés et préparés, les toilettes et les douches doivent être entièrement fonctionnelles, l'eau potable doit être fournie et les salles de bain doivent être opérationnelles.

À partir du moment où l'équipage regagne le navire jusqu'à la fin de la période des travaux du navire, le navire sera habité et sera considéré comme étant en service. Durant cette période, la charge et la garde du navire sera assurée par le Canada et il en aura le contrôle.

Refer to Annex "I" for details.

7.32 Réunion préalable au réaménagement

Une réunion préalable au réaménagement sera convoquée et dirigée par l'autorité contractante aux installations de l'entrepreneur, à une date qui est à déterminer. La réunion pourrait également se tenir virtuellement. Lors de cette réunion, l'entrepreneur présentera tout son personnel de direction conformément à son organigramme, et le Canada présentera les responsables. Les détails concernant l'arrivée du navire et le début des travaux seront discutés.

7.33.1 Réunions de révision technique

L'entrepreneur doit coordonner, convoquer et mener des réunions de révision technique toutes les deux (2) semaines dans ses locaux ou par téléconférence, un jour de semaine et à une heure choisis d'un commun accord par les parties concernées. L'objectif de la réunion est de discuter et de résoudre les problèmes techniques qui affectent l'avancement des travaux. L'entrepreneur doit proposer un ordre du jour pour les réunions. Le contractant doit distribuer les procès-verbaux/actions dans les deux jours ouvrables suivant la réunion. Un modèle proposé de journal/réunion/actions est fourni à l'annexe K.

7.33.2 Réunions d'avancement

Les réunions d'avancement, présidées par l'autorité contractante, auront lieu aux installations de l'entrepreneur, au besoin (généralement une fois par mois). Les réunions pourront également se tenir virtuellement. Des réunions intermédiaires peuvent également être organisées. Lors de ces réunions, l'entrepreneur sera représenté, au minimum, par le chargé de projet, le superviseur/surintendant de navire, et le facilitateur de l'assurance de la qualité.

Les réunions d'avancement comprendront en général des réunions techniques présidées par le responsable technique et l'autorité contractante.

À chaque REAT, l'entrepreneur doit faire le point sur l'ensemble du projet visé par le contrat, y compris les éléments programmatiques, la production, les essais, le soutien logistique intégré, la sous-traitance, les risques et les progrès réalisés par rapport au calendrier de même que la structure de répartition du travail correspondante. Pour chaque REAT, l'entrepreneur doit effectuer ce qui suit :

- a) L'entrepreneur doit s'assurer que ses données, son personnel et ses installations sont disponibles pour chaque réunion officielle afin que celles-ci se déroulent efficacement.
- b) Inclure les points suivants à l'ordre du jour aux fins de discussion et de résolution :
 - i. les questions relatives au contrat;
 - ii. les questions financières;
 - iii. les questions d'ordre techniques;
 - iv. les questions environnementales, de santé et de sécurité;
 - v. les mesures de suivi précédentes.

7.34 Travaux en cours et acceptation

1. Le responsable de l'inspection (et/ou Responsable technique), en collaboration avec l'entrepreneur, établira une liste des travaux en cours à la fin de la période des travaux. Cette liste formera les annexes au document officiel d'acceptation. Une réunion d'achèvement du contrat sera organisée par le responsable de l'inspection à la date d'achèvement des travaux pour passer en revue et signer le document d'acceptation PWGSC-TPSGC 1205. Outre le montant retenu en vertu de la clause de retenue de la garantie, une retenue correspondant au double de la valeur estimative des travaux en cours s'appliquera jusqu'à l'achèvement des travaux.
2. Le document d'acceptation doit être rempli par l'entrepreneur et distribué (via courriel) par le responsable de l'inspection de la façon suivante :
 - (a) une copie à l'autorité contractante de TPSGC;
 - (b) une copie au responsable technique;
 - (c) une copie à l'entrepreneur.

Se reporter à l'annexe I pour les détails concernant les procédures d'acceptation et les rapports.

7.35 Déchets et débris

Malgré toute autre disposition du contrat, les déchets et débris découlant du contrat, autres que les pièces recensées, appartiendront à l'entrepreneur comme faisant partie du prix contractuel.

7.36 Stabilité

L'entrepreneur sera l'unique responsable de la stabilité et de l'assiette du navire durant la période où le navire se trouve dans les installations de l'entrepreneur, y compris l'amarrage et le désamarrage et le désarrimage. L'entrepreneur doit consigner les renseignements relatifs au changement de poids ayant une incidence sur la stabilité du navire durant la période où le navire est en cale sèche. Lors de la remise du navire, le responsable technique fournira à l'entrepreneur les courbes de stabilité, les courbes hydrostatiques, l'état des réservoirs et la localisation du centre de gravité, ainsi que d'autres renseignements pertinents concernant l'état du navire.

7.37 Navire - accès du Canada

Le Canada se réserve le droit de faire exécuter par son personnel des travaux limités à l'égard de l'équipement situé à bord du navire. Ces travaux seront effectués à des moments mutuellement acceptables pour le Canada et l'entrepreneur.

7.38 Titre de propriété - navire

Si l'entrepreneur manque à une de ses obligations prévues au contrat, le Canada aura dès lors le droit de pénétrer dans le chantier naval, sans obtenir au préalable une ordonnance du tribunal, et de prendre possession du « navire » et de tout autre bien qui lui appartiendrait, y compris, mais sans s'y limiter, les travaux en cours exécutés sur les lieux, et d'exécuter tous les travaux requis pour permettre l'enlèvement du « navire » et des autres biens du chantier naval.

Clause A9006C du Guide des CCUA (2012-07-16) – Contrat de défense

7.39 Indemnisation des accidents du travail

L'entrepreneur doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné pour toute la durée du contrat.

7.40 Règlement des différends

Les parties conviennent de suivre les procédures suivantes en cas de différends pouvant survenir dans le cadre du contrat, avant de faire appel à des procédures judiciaires :

- (a) Les différends survenant durant le contrat seront tout d'abord examinés par l'autorité contractante et l'administrateur de contrats de l'entrepreneur dans un délai de quinze (15) jours ouvrables ou dans un délai plus long suivant un accord mutuel des deux parties.
- (b) À défaut de régler le différend de la manière décrite au point (a) ci-dessus, le gestionnaire de la Division de la réparation des navires (MD), Direction des systèmes maritimes, TPSGC, et le superviseur représentant l'entrepreneur tenteront de régler le différend dans un nouveau délai de quinze (15) jours ouvrables.
- (c) À défaut de régler le différend de la manière décrite aux points (a) et (b) ci-dessus, le directeur principal de la Direction des systèmes maritimes, à TPSGC, et le cadre supérieur de l'entrepreneur tenteront de régler le différend dans un nouveau délai de trente (30) jours ouvrables.
- (d) Indépendamment de la procédure qui précède, une partie pourra demander qu'une décision soit prise par le tribunal à tout moment durant le différend.

7.41 Défaut de livraison

Les délais sont un élément essentiel du contrat. Les modifications de la date d'achèvement dont le Canada n'est pas responsable et qui sont des manquements de la part de l'entrepreneur causeront préjudice au Canada et sont aux frais de l'entrepreneur. La date d'achèvement ne sera reportée que si les mesures de rechange de l'entrepreneur sont acceptables pour le Canada sur le plan du rajustement du prix, de la garantie ou des services à fournir.

7.42 Soins, garde et contrôle

Reportez-vous à l'annexe «I» et Conditions générales supplémentaires 1029 (2018-12-06) Réparation des navires 09 (2010-08-16) Navire désarmé.

7.43 Permis, licences et certificats

L'entrepreneur doit obtenir et garder à jour tous les permis, licences ou certificats d'approbation requis pour exécuter les travaux en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales pertinentes. Tous les frais imposés en vertu de ces lois et règlements seront à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur fournira sur demande au gouvernement du Canada une copie des permis, licences ou certificats susmentionnés.

7.44 Licences d'exportation

Lorsque du matériel doit être importé au Canada, il incombe à l'entrepreneur d'obtenir toutes les licences d'exportation nécessaires auprès du pays d'origine suffisamment à l'avance pour permettre l'exportation.

7.45 Équivalence de l'équipement

a) L'entrepreneur garantit que l'équipement livré dans le cadre de ce contrat :

(i) est équivalent du point de vue de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité à l'équipement existant que possède le Canada et qui était décrit dans la demande de soumissions donnant lieu à ce contrat;

(ii) est entièrement compatible, interchangeable et interopérable avec l'équipement existant que possède le Canada.

(b) L'entrepreneur assure également que toute garantie obtenue auprès d'un tiers concernant le matériel existant appartenant au Canada ne sera pas touchée par l'utilisation que fait celui-ci du matériel qui lui est livré en vertu du contrat (p. ex. par l'interconnexion) ni par tout autre service fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat. Si le Canada détermine, à sa seule discrétion, qu'une telle garantie est touchée, l'entrepreneur doit :

(i) verser au Canada la somme que ce dernier doit verser au fournisseur initial (ou à un distributeur autorisé de ce fournisseur) afin de certifier de nouveau le matériel existant du Canada aux fins de la garantie, ainsi que tout autre montant versé par le Canada à un tiers afin de restituer l'état de la garantie à sa pleine capacité;

(ii) effectuer tous les travaux de garantie sur l'équipement existant du Canada au lieu du fournisseur initial; ou

(iii) verser au Canada la somme que ce dernier doit verser au fournisseur initial (ou à un distributeur autorisé de ce fournisseur) pour effectuer les travaux de maintenance sur l'équipement qui seraient normalement couverts par la garantie.

(c) L'entrepreneur convient que si le Canada, au cours de la période du contrat, détermine qu'un équipement n'est pas équivalent à l'état, à la pertinence, au fonctionnement et à la qualité de l'équipement existant qui appartient au Canada ou qu'il n'est pas pleinement compatible, interchangeable et interopérable avec l'équipement existant qui appartient au Canada, l'entrepreneur devra immédiatement et entièrement à ses frais prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que l'équipement satisfasse à ces exigences (par exemple, en mettant en application un logiciel ou un micro-logiciel supplémentaire), faute de quoi le Canada aura le droit de résilier immédiatement le contrat pour défaut d'exécution. L'entrepreneur convient que, si le Canada résilie le contrat pour cette raison, l'entrepreneur devra payer au Canada les coûts pour se procurer de nouveau l'équipement auprès d'un tiers et la différence, s'il y a lieu, du prix payé par le Canada à ce tiers.

L'entrepreneur reconnaît qu'à défaut de livrer un équipement équivalent qui satisfait aux exigences mentionnées précédemment, l'entrepreneur (et ses filiales et toute autre entité avec qui il a un lien de dépendance) ne pourra pas proposer une solution de remplacement équivalente en réponse à une future demande de soumissions de TPSGC.

7.46 Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte

On paiera à l'entrepreneur les frais autorisés de déplacement et de subsistance, raisonnables et convenables, engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire, conformément aux indemnités prévues pour l'utilisation d'un véhicule privé, les repas et les faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil

national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs », plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tous les déplacements devront être autorisés au préalable par l'autorité contractante.

Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

7.47 Matériel fourni par le gouvernement

Toute pièce de matériel acquise par le gouvernement du Canada et fournie gratuitement aux entrepreneurs pour être intégrée dans du matériel en cours de production ou pour être incorporée dans du matériel appartenant à l'État et devant être modifié, réparé ou révisé.

Le matériel fourni par le gouvernement (MFG) appartient au gouvernement du Canada. L'entrepreneur doit tenir des dossiers précis sur l'utilisation du MFG. Le MFG décrit aux présentes doit être utilisé pour la fabrication des articles mentionnés dans le contrat. Seule la quantité de matériel énoncé aux présentes sera fournie par le Canada sans frais. Si le MFG n'est pas conforme aux exigences pour son incorporation dans les travaux, l'entrepreneur fera une demande de MFG de remplacement par écrit au Canada dans les trente (30) jours qui suivront la réception du MFG. Selon les instructions du Canada, l'entrepreneur doit remplacer ou réparer tout MFG en respectant le prix et les dispositions du contrat relatives aux travaux imprévus. L'entrepreneur doit remplacer ou réparer à ses frais tout MFG qui n'est pas conforme aux exigences du contrat en raison d'un défaut de découpage ou de fabrication ou d'un travail lacunaire de sa part.

Advenant des problèmes avec le MFG, l'entrepreneur doit en informer immédiatement l'autorité contractante, en précisant les problèmes particuliers. Si l'entrepreneur exécute les travaux sans avoir obtenu les consignes de l'autorité contractante, il sera responsable de tous les frais engagés, ainsi que de toute perte du MFG.

L'entrepreneur doit réparer ou remplacer à ses frais le MFG endommagé ou perdu pendant qu'il en a la garde.

Même si une comptabilisation du MFG n'est pas automatiquement requise pour chaque contrat, le Canada se réserve le droit de demander une comptabilisation finale à tout moment pendant une période d'un an suivant la date d'achèvement du contrat.

L'entrepreneur doit se reporter à l'annexe A pour connaître le MFG énuméré, le cas échéant.

7.48 Équipement fourni par le gouvernement

Équipement fourni par le Canada et devant servir dans le processus de production, p. ex., de l'outillage, des gabarits, des matrices, du matériel de production. Voir aussi outillage spécial de production, matériel spécial d'essai, biens de production.

L'entrepreneur doit utiliser les biens de l'État aux seules fins de l'exécution du contrat et ces biens demeurent la propriété du Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre comptable adéquat de tous les biens de l'État et, si possible, les identifier comme des biens appartenant au Canada.

L'entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'État dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale. Tous les biens de l'État qui ne sont pas intégrés aux travaux doivent être retournés au Canada sur demande. Tous les résidus et toutes les matières de rebut, les articles ou choses qui sont des biens de l'État demeurent la propriété du Canada et l'entrepreneur ne peut en disposer que conformément aux directives du Canada, sauf disposition contraire dans le contrat.

À la fin du contrat et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir au Canada l'inventaire de tous les biens de l'État se rapportant au contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Les éléments suivants seront considérés comme étant du MFG :

L'entrepreneur doit se reporter à l'annexe A pour connaître le MFG énuméré, le cas échéant.

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE A

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Bateaux de sauvetage motorisés de la GCC Prolongation de la vie utile des navires

Numéro de devis : F7049-200038-47MLB-001

Date : 3^{er} juin, 2021

Version : 1.2

(Joint comme document séparé)

Annexe B

Base de paiement

L'annexe B sera la base de paiement du contrat résultant. Ne pas remplir cette section. Cette section sera remplie à l'adjudication du contrat.

B1 Prix ferme du contrat

A)	Travaux prévus Pour les travaux indiqués à l'article 7.1, précisés à l'annexe A et détaillés dans les Fiches de renseignements concernant l'établissement des prix cumulés ci-jointes à l'appendice 1 de l'annexe H, pour un PRIX FERME de :	\$
B)	TPS/TVH si applicable pour la ligne A) seulement	\$
C)	Coût de la garantie financière	\$
D)	Prix total ferme, TPS ou TVH incluse : [A+B+C]	\$

B2 Travaux non prévus

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus, tel qu'autorisé par le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

Nombre d'heures (à négocier) X _____ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, y compris les frais généraux, les consommables et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 %, plus les taxes applicables, le cas échéant, du coût total du matériel et de la main-d'œuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.

B 2.1: Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le Système de gestion des coûts du soumissionnaire, lors de la négociation des heures de travail pour les travaux imprévus, TPSGC tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents.

Les éléments des frais de main-d'œuvre connexes identifiés au point B2.2 ci-dessous ne seront pas négociés, mais seront pris en compte en conformité à B2.2.

B2.2: Une indemnité pour les frais de main-d'œuvre connexes comme la gestion, la supervision, les achats et la manutention des matériaux, l'assurance de la qualité et les rapports, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports, et la préparation des soumissions pour les travaux non prévus, sera incluse comme frais généraux pour établir le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre inscrits à la ligne B2 ci-dessus.

B2.3: Le taux de majoration de 10 % pour les matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

Prix des travaux non prévus au prorata

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus seront basés sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront

déterminés grâce à la répartition au prorata des coûts indiqués pour les travaux dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

B3 Heures supplémentaires

L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires dans le cadre du contrat à moins d'avoir obtenu une autorisation préalable écrite de l'autorité contractante. On ne paiera pas les heures supplémentaires effectuées dans le cadre des travaux prévus. Toute demande de paiement doit être accompagnée d'une copie de l'autorisation des heures supplémentaires et d'un rapport renfermant le détail des heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Le paiement pour les heures supplémentaires autorisées sera calculé comme suit

Pour les travaux non prévus, l'entrepreneur sera payé pour les heures supplémentaires autorisées au tarif d'imputation pour la main-d'œuvre, plus les taux de prime suivants

a. taux et demi** : _____ \$ l'heure, ou

b. taux double*** : _____ \$ l'heure.

Les primes précisées ci-dessus seront calculées en prenant le taux horaire moyen des frais de main-d'œuvre directe, plus des avantages sociaux approuvés, plus un bénéfice sur la main-d'œuvre et les avantages sociaux. Ces taux demeureront fermes pour la durée du contrat, y compris toutes les modifications et sont sujet à une vérification si le Canada le juge nécessaire.

* Heures normales : jour de travail de 8 heures

** Heures supplémentaires taux et demi: Temps au-delà des heures normales.

*** Heures supplémentaires Taux double: dimanches et jours fériés.

B4 Frais de service quotidiens

Dans l'éventualité d'un délai dans l'exécution des travaux, et si ce délai est reconnu et accepté par l'autorité contractante comme attribuable au Canada, le Canada acceptera de payer l'entrepreneur des frais de service quotidiens décrits ci-après pour chaque journée d'un tel délai. Ces frais constitueraient la seule responsabilité du Canada envers l'entrepreneur pour ce délai.

Prix ferme pour frais de service quotidiens

(a) Pour une journée de travail : _____ \$

(b) Pour une journée de repos : _____ \$

Les frais ci-haut incluent mais sans s'y limiter tous les aspects des coûts suivants : services de gestion de projet, soutien administratif, services de production, assurance qualité, soutien pour la gestion du matériel, entretien prévu et services aux navires, et toute autre ressource et coût direct requis afin de maintenir le navire aux installations de l'entrepreneur. Ces frais sont fermes et ne seront sujet à aucune charge additionnelle, commission ou profit.

B5 Coûts – Navire, radoub, réparation ou amarrage

Les coûts suivants doivent être inclus dans le prix d'évaluation

B5.1 : Services de navire : comprend tous les coûts pour les services de navire comme l'eau, la vapeur et l'électricité, nécessaires à l'entretien du navire pour la durée du contrat.

B5.2 : Amarrage et appareillage :

- (a) tous les coûts relatifs à la mise en cale sèche, à la mise à quai, à la sécurité, à la mise sur berceaux ou au déplacement du navire dans les installations du soumissionnaire retenu.
- (b) les coûts des services nécessaires pour amarrer le navire le long du quai et pour larguer les amarres.

Sauf indication contraire, le navire sera livré par le Canada aux installations du soumissionnaire retenu le long du quai à un point de transfert sûr mutuellement convenu, à flot et droit, et le soumissionnaire retenu fera de même à la fin des travaux. Les coûts des services nécessaires pour amarrer le navire le long des installations et pour larguer les amarres doivent être inclus dans le prix d'évaluation.

B5.3 : Services de représentant ou de superviseur sur le terrain : comprend tous les coûts des services de représentant ou de superviseur sur le terrain, y compris les représentants et les ingénieurs du fabricant. L'entrepreneur est responsable du rendement de tous les sous-traitants représentants des services techniques.

Ces services ne sont pas des frais supplémentaires sauf lorsque des travaux imprévus exigeant ces services sont ajoutés au contrat.

B5.4 : Enlèvements : comprend tous les coûts pour les enlèvements nécessaires pour exécuter les travaux, et pour lesquels le soumissionnaire retenu sera responsable, qu'ils soient ou non indiqués dans les spécifications, sauf les enlèvements non évidents lorsqu'on examine le navire ou les dessins. Le soumissionnaire retenu devra aussi assurer l'entreposage sûr des éléments enlevés, et leur réinstallation à la fin des travaux. Il devra assumer le renouvellement des éléments endommagés pendant l'enlèvement.

B5.5 : Mise à l'abri, installation des échafaudages, manutention par grue et transport : comprend le coût de toutes les activités de mise à l'abri, d'installation d'échafaudage, y compris les rampes, de manutention par grue et transport, en vue d'exécuter les travaux indiqués.

L'entrepreneur retenu sera responsable du coût de toutes les modifications d'installations nécessaires pour se conformer aux règlements applicables de sécurité.

B6 Feuilles de renseignements sur les prix

Les paramètres des feuilles de renseignements sur les prix seront utilisés à la discrétion du Canada pour déterminer les prix des travaux non prévus.

Annexe C de la PARTIE 5 - DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d' et Développement social Canada (EDSC) - Travail. (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi.html>)

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- () A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- () A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.
- () A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et
- () A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC - Travail.
- OU
- () A5.2. Le soumissionnaire a présenté l' pour la mise en oeuvre de l' en matière d' (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d' contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.
- OU
- () B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

Annexe D

Exigences relatives aux assurances

D1. Assurance responsabilité des réparateurs de navires

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité de réparateur de navires d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité des réparateurs de navires doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par la Garde côtière canadienne et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu importe la cause.
 - c. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

D2. Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit obtenir et maintenir pour toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - (a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - (b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - (c) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - (d) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

(e) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

(f) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

(g) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

(h) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

(i) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

(j) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

(k) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.

D3. Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution, comprenant une couverture pour le désamiantage, d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. Si la police est basée sur la datation des réclamations, la couverture doit être valide pendant une période d'au moins 12 mois après la fin des travaux ou du contrat.
3. La police d'assurance responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution, indiquée ci-dessus dans la section des remarques, doit comprendre ce qui suit :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler des activités de l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - c. Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie au nom de chacun d'eux.
 - d. Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e. Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré, quel que soit le moyen de transport utilisé, vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites au contrat.
 - f. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993 ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à :
Directeur, Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, bureau SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il est en désaccord avec un règlement proposé et approuvé par l'assureur de l'entrepreneur et le(s) plaignant(s) qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le gouvernement du Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

ANNEXE E – GARANTIE

Procédures de garantie

E1. Portée

- a. Voici les procédures qui s'appliquent aux exigences particulières de garantie pour un navire, une fois le radoub effectué.

E2. Déclaration des défauts aux fins de garantie

- a. Le but initial de la préparation d'un rapport de défaut est de faciliter la décision à savoir s'il faut ou on y faire intervenir la notion de garantie et prendre les mesures nécessaires pour effectuer les réparations. Par conséquent, en plus de préciser le défaut, de préciser l'emplacement, etc., le rapport doit contenir des détails sur le défaut. Les décisions touchant la garantie, en règle générale, doivent être prises à l'échelle locale, et le processus administratif doit être conforme aux procédures établies.
- b. Ces procédures sont nécessaires, car le fait d'invoquer une garantie ne signifie pas nécessairement que le garant effectuera automatiquement les réparations à ses propres frais. L'examen du défaut pourrait entraîner une renonciation de responsabilité. Par conséquent, il est essentiel que, lors de cet examen, le Ministère soit directement représenté par un responsable technique compétent en mesure d'accepter ou de refuser les assertions du garant. Étant donné que le RESPONSABLE DE L'INSPECTION est celui qui connaît le mieux les travaux réalisés, il doit assumer ce rôle.

E3. Procédures

- a. Dès que les employés se rendent compte qu'un équipement ou un système ne respecte pas les normes établies ou est défectueux, il faut suivre les procédures suivantes aux fins d'enquête et de rapport :
 - i. Les responsables du navire doivent aviser le responsable technique lorsqu'un défaut, considéré comme étant directement lié aux travaux de radoub, a été remarqué.
 - ii. Après examen de la spécification et du document d'acceptation, le responsable technique, en collaboration avec le personnel du navire, doit compléter les données de base, puis remplir la section 1 du formulaire de réclamation au titre de la garantie (appendice 1 à l'annexe E, situé à l'annexe K) et faire parvenir l'original à l'entrepreneur aux fins d'examen, en envoyant une copie à l'autorité contractante de TPSGC. Si cette dernière ou le RESPONSABLE DE L'INSPECTION est incapable de justifier une mesure visant la garantie, le formulaire de réclamation pour les défauts doit être retourné à son auteur accompagné d'une brève justification. (Il convient de remarquer que dans ce dernier cas, TPSGC avisera l'entrepreneur de sa décision et aucune autre mesure ne sera requise de la part de l'entrepreneur.)

Les réclamations pour défauts au titre de la garantie peuvent être communiquées par courrier, par télécopieur ou par courriel, selon la méthode la plus appropriée.

- iii. Si l'entrepreneur accepte l'entière responsabilité des réparations, il doit remplir les sections 2 et 3 du formulaire de réclamation et le retourner au RESPONSABLE DE L'INSPECTION, qui confirmera que les mesures correctrices ont été prises et qui distribuera des exemplaires du formulaire au responsable technique et à l'autorité contractante de TPSGC.
- b. Si l'entrepreneur conteste la réclamation ou accepte d'en partager la responsabilité, il doit remplir les sections 2 et 3 du formulaire de réclamation à l'aide des renseignements appropriés et faire parvenir ce dernier à l'autorité contractante, qui en distribuera des exemplaires aux personnes concernées.
- c. Lorsque l'entrepreneur conteste une réclamation de défaut lié à la garantie, le responsable technique peut prendre les dispositions nécessaires pour que les ressources internes corrigent le défaut ou que le travail soit donné en sous-traitance. Tous les coûts connexes doivent être surveillés et notés et pourront être imputés à l'entrepreneur par TPSGC. Le coût des matériaux et de la main-d'œuvre consacrés à la correction du défaut

devra être inscrit à la section 5 du formulaire de réclamation pour les défauts par le responsable technique, qui fera parvenir le formulaire à l'autorité contractante de TPSGC, aux fins de suivi. Les pièces d'équipement défectueuses doivent être conservées jusqu'au règlement de la réclamation.

d. L'équipement défectueux visé par une réclamation possible en vertu de la garantie ne doit pas normalement être enlevé avant que le représentant de l'entrepreneur ait eu l'occasion d'observer le défaut. Les travaux nécessaires doivent être entrepris en suivant les méthodes habituelles de réparation; les coûts pertinents doivent être notés distinctement et pourront être imputés à l'entrepreneur par TPSGC.

E4. Responsabilité

a. L'entente entre l'autorité contractante, le RESPONSABLE DE L'INSPECTION, le responsable technique et l'entrepreneur mènera à l'un des résultats suivants :

- i. l'entrepreneur accepte l'entière responsabilité des frais de réparation en vertu des dispositions de garantie du contrat;
- ii. le responsable technique accepte l'entière responsabilité des réparations de l'élément visé;
- iii. ou bien, l'entrepreneur et le responsable technique acceptent de partager la responsabilité des coûts de réparation de l'élément inutilisable, auquel cas l'autorité contractante de TPSGC négocie la meilleure entente possible de partage des coûts.

b. Dans l'éventualité d'un désaccord, comme le stipule le paragraphe 5c TPSGC prendra les dispositions nécessaires avec l'entrepreneur, alors que le responsable technique informera ses cadres supérieurs en leur fournissant les données pertinentes et des recommandations.

c. Le coût total de traitement des réclamations en vertu de la garantie doit inclure les frais de déplacement et d'hébergement des employés de l'entrepreneur et tenir compte des contraintes opérationnelles et du temps d'arrêt de l'équipement et des systèmes. Par conséquent, l'autorité contractante/le responsable de l'inspection et le responsable technique discuteront du coût de la main-d'œuvre et du matériel requis pour la prise des mesures correctives, en vue de déterminer la meilleure solution.

E5. Période de vérification et de réparation visée par la garantie

a. Dans la mesure du possible, une période à quai doit être prévue juste avant l'expiration de la période de garantie de 90 jours. Cette période vise à fournir le temps nécessaire pour effectuer les réparations visées par la garantie et leur vérification par l'entrepreneur.

b. En ce qui concerne la peinture sous-marine, advenant un problème pendant la période de garantie associée, l'entrepreneur est uniquement responsable des réparations jusqu'à un montant maximum défini ainsi :

Le coût original du Canada pour la peinture et la préservation de la section immergée de la coque, divisé par 365 jours et multiplié par le nombre de jours restant de la période de garantie de 365 jours. La somme établie par ce calcul représentera le « crédit en dollars » dû au Canada par l'entrepreneur.

c. Le système de peinture sous-marine, avant l'expiration de la garantie, doit être vérifié par des plongeurs. Le responsable technique doit organiser l'inspection et s'assurer qu'un représentant de l'entrepreneur sera présent. Le responsable technique informera l'autorité contractante de tout défaut détecté.

ANNEXE F – PROCÉDURE DE TRAITEMENT DES TRAVAUX IMPRÉVUS

F1. Objet

La procédure relative aux travaux imprévus a été mise en place pour les raisons suivantes :

- a. établir une méthode de traitement uniforme des demandes concernant des travaux imprévus;
- b. obtenir l'approbation nécessaire du responsable technique et l'autorisation de l'autorité contractante avant le début des travaux imprévus;
- c. fournir un moyen de maintenir un registre des besoins de travaux imprévus, y compris les numéros de série, les dates et les coûts accumulés. L'entrepreneur doit disposer d'un système de comptabilité des coûts permettant d'attribuer des numéros à tous les besoins de travaux imprévus afin que chaque besoin puisse être vérifié individuellement.

F2. Définitions

- a. Par procédure de traitement des travaux imprévus, on entend une procédure contractuelle au moyen de laquelle des modifications à la portée des travaux prévus au contrat peuvent être définies et évaluées, pour ensuite faire l'objet d'une entente entre les parties. Une telle modification peut découler de :
 - i. « travaux imprévus » découverts lors du démontage de la machinerie ou à la suite de l'inspection de l'équipement et du matériel;
OU
 - ii. « nouveaux travaux » non précisés à l'origine, mais jugés nécessaires à bord du navire.
- b. La procédure ne permet pas de corriger les lacunes de la proposition de l'entrepreneur.
- c. Aucun travail imprévu ne peut être exécuté par l'entrepreneur sans l'autorisation écrite de l'autorité contractante, sauf dans les circonstances urgentes décrites au sous-paragraphe 3b), Travaux imprévus.
- d. Les travaux entrepris sans l'autorisation écrite de l'autorité contractante seront pris en charge par l'entrepreneur et exécutés à ses frais.
- e. Le formulaire approprié de TPSGC est le résumé final de la définition des exigences en matière de travaux imprévus, ainsi que des coûts négociés et acceptés.

F3. Procédures

- a. La procédure fait appel au formulaire TPSGC 1379 pour les travaux de radoub et de réparation, et ce formulaire sera le seul utilisé pour autoriser tous les travaux imprévus. Le formulaire (en format Excel) à remplir suit ces instructions. La répartition de la main-d'œuvre, les matériaux et les sous-traitants impliqués dans les travaux supplémentaires (et les pièces justificatives) doivent être inclus et détaillés sur les deux feuilles qui suivent le formulaire. Reportez-vous à l'Annexe K, qui montre modèle TPGSC 1379 à remplir dans Excel.
- b. Selon la présente procédure, il incombe à l'entrepreneur de prendre les mesures d'urgence jugées nécessaires pour éviter toute perte ou tout dommage relatifs au navire. La responsabilité du coût de telles mesures sera déterminée conformément aux conditions du contrat.
- c. Le responsable technique entreprendra le processus de demande d'estimation des travaux en définissant la nature des travaux imprévus à exécuter. Il joindra à la demande les plans, les esquisses, les devis techniques supplémentaires et tout autre détail approprié, puis attribuera un numéro de série à la demande.

- d. Indépendamment de ce qui précède, l'entrepreneur peut indiquer au responsable technique, soit par lettre, soit par tout autre avis de défectuosité (formulaire de l'entrepreneur), qu'il y aurait lieu d'exécuter certains travaux imprévus.
- e. Qu'il accepte ou qu'il rejette une telle proposition, le responsable technique doit en informer l'entrepreneur ainsi que l'autorité contractante. L'acceptation de la proposition ne doit pas être interprétée comme une autorisation de procéder à l'exécution des travaux. Si cela est nécessaire, le responsable technique définira le besoin relatif aux travaux imprévus conformément au sous-paragraphe 3(c).
- f. L'entrepreneur soumettra par voie électronique sa proposition à l'autorité contractante avec l'information demandée sur la justification des prix, les qualifications, les remarques ou autres.
La justification des prix doit expliquer la relation entre la portée des travaux, les coûts estimatifs de l'entrepreneur et le prix de vente. Il s'agit d'une ventilation des taux unitaires de l'entrepreneur, des estimations des heures-personnes par corps de métier, de l'estimation des coûts du matériel par article pour l'entrepreneur et tous ses sous-traitants, des estimations de toute répercussion, ainsi que de l'évaluation du temps nécessaire à l'entrepreneur pour réaliser les travaux imprévus.
- g. L'entrepreneur doit fournir des exemplaires des bons d'achat et des factures payées pour des contrats de sous-traitance et du matériel, y compris des articles en stock. L'entrepreneur doit fournir au moins deux estimations pour les contrats de sous-traitance et le matériel. Si un autre fournisseur que le fournisseur offrant le plus bas prix ou le fournisseur unique est recommandé pour des raisons liées à la qualité ou à la livraison, il faut le noter. À la demande de l'entrepreneur, l'autorité contractante peut être autorisée à rencontrer tout sous-traitant ou fournisseur de matériel afin de discuter du prix en compagnie du représentant de l'entrepreneur.
- h. À la suite de discussions entre l'autorité contractante et l'entrepreneur et si aucune négociation n'est nécessaire, l'autorité contractante recevra la confirmation du responsable technique de procéder aux travaux en signant le formulaire susmentionné dans le sous-paragraphe 3d). L'autorité contractante signera alors le formulaire et autorisera le commencement des travaux imprévus.
- i. Si le responsable technique ne souhaite pas que les travaux soient réalisés, l'autorité contractante annule par écrit les travaux imprévus qui lui ont été proposés.
- j. S'il advenait que la négociation comprenne l'attribution d'un crédit, on remplirait le formulaire TPSGC approprié en y inscrivant la mention « crédit ».
- k. Si le responsable technique demande des travaux imprévus urgents ou que les négociations sont dans une impasse, le début des travaux imprévus ne doit pas être retardé indûment et les travaux doivent être traités en fonction des étapes ci-dessous.
 - L'entrepreneur remplit le formulaire TPSGC 1379 en y indiquant le coût estimatif et le transmet à l'autorité contractante.
 - Si le responsable technique souhaite que les travaux soient réalisés, lui et l'autorité contractante signent le formulaire TPSGC approprié dûment rempli. Il est alors compris et accepté que ce coût constitue un prix plafond et que, par conséquent, il ne peut être révisé qu'à la baisse.
 - Un numéro de série comportant le suffixe A est attribué au formulaire.

Les travaux pourront alors débuter avec l'entente qu'à la suite d'une vérification des coûts réels de l'entrepreneur relativement à l'exécution des travaux décrits, le coût sera fixé au prix plafond, ou plus bas si la vérification le justifie. Un nouveau formulaire TPSGC sera alors rempli, qui inclura le coût final, les signatures, le même numéro de série sans le suffixe A et une mention indiquant que le formulaire remplace et annule le formulaire possédant le même numéro de série avec le suffixe A.

REMARQUE : Les formulaires TPSGC portant un numéro de série se terminant par la lettre A ne doivent pas être inclus dans des modifications au contrat; par conséquent, aucun paiement ne sera fait avant l'atteinte d'une résolution finale concernant le prix et l'ajout subséquent d'une modification au contrat.

F4. Modification au contrat ou à l'accord officiel

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

De temps en temps, il arrivera que le contrat soit modifié conformément aux conditions prévues afin d'inclure les coûts autorisés au moyen des formulaires TPSGC appropriés.

ANNEXE G – INSPECTION/CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

G1 Plan de contrôle de la qualité

L'entrepreneur doit mettre en œuvre et suivre le plan de contrôle de la qualité qui a été préparé selon la dernière édition (à la date du contrat) de la norme ISO 10005:2005, Systèmes de management de la qualité – Lignes directrices pour les plans qualité, et qui a été approuvé par le responsable de l'inspection et le responsable technique. Le plan de contrôle de la qualité doit décrire comment l'entrepreneur entend se conformer aux exigences de qualité spécifiées dans le contrat et préciser comment les activités liées à la qualité doivent se dérouler, y compris l'assurance de la qualité des sous-traitants. L'entrepreneur doit inclure une matrice qui permet de retracer les éléments des exigences de la qualité spécifiés aux paragraphes du plan de contrôle de la qualité où l'élément a été traité. Le plan de contrôle de la qualité doit être mis à la disposition du responsable de l'inspection et du responsable technique aux fins d'examen et d'approbation dans les cinq (5) jours civils suivant l'attribution du contrat.

Les documents cités en référence dans le plan de contrôle de la qualité doivent être disponibles dans les deux (2) jours ouvrables suivant la demande du responsable de l'inspection. L'entrepreneur doit effectuer les modifications appropriées au plan pendant la durée du contrat de façon à refléter les activités liées à la qualité en cours ou planifiées. Le responsable de l'inspection et le responsable technique doivent être en accord avec les modifications apportées au plan de contrôle de la qualité.

G2 Plan des inspections et des essais (PIE)

1. L'entrepreneur doit préparer un plan d'inspection et d'essai (PIE) en utilisant le modèle inclus dans la trousse des données, comprenant des plans individuels d'essai et d'inspection pour chaque spécification de ce projet, selon la norme de qualité et le plan de contrôle de la qualité. Le plan d'inspection et d'essai doit être remis au responsable de l'inspection aux fins d'examen, et modifié par l'entrepreneur à la satisfaction du responsable de l'inspection.
 - a. Le plan des essais et des inspections doit contenir tous les points d'inspection indiqués dans les spécifications et souligner tous les points obligatoires qui doivent être examinés par le responsable de l'inspection, ainsi que les points en suspens imposés par l'entrepreneur pour assurer la qualité des travaux.
 - b. La date de présentation du plan des essais et des inspections est précisée dans le contrat; cependant, les plans individuels doivent être présentés au fur et à mesure qu'ils sont élaborés pour examen.
2. Codage :
 - a. Chaque plan d'inspection et d'essai doit être codé aux fins d'identification pour démontrer clairement l'utilisation d'une approche systématique similaire à l'approche ci-dessous. (Le système de l'entrepreneur doit être défini dans son plan de contrôle de la qualité.)
 - i. Préfixes pour les inspections, les tests et les essais :
 - Le préfixe « 1 » représente une inspection de l'entrepreneur, par exemple 1H-10-01, 1H-10-02.
 - Le préfixe « 2 » représente un essai après réparation de l'entrepreneur, par exemple 2H-10-01.
 - Le préfixe « 3 » représente un essai après réparation de l'entrepreneur, par exemple 3H-10-01.
 - b. Codes de réparation des spécifications suivis des numéros de séquence pour les processus d'inspection à l'intérieur de chaque code de réparation de la spécification;
 - c. Renvoi au numéro d'un document de vérification.

G3 Critères du plan des inspections et des essais

Les critères, les procédures et les exigences en lien avec l'inspection sont définis dans les spécifications, les dessins, les ordres techniques et les normes de référence mentionnés dans les spécifications. Les documents d'essai peuvent

également être inclus ou cités dans les spécifications. Un plan d'inspection et d'essai individuel est requis pour chaque élément des spécifications.

1. Tous les plans d'inspection et d'essai doivent être préparés par l'entrepreneur conformément à son plan de contrôle de la qualité et aux critères susmentionnés, et ils doivent fournir les renseignements de référence suivants :
 - a. le nom du navire;
 - b. le numéro de l'élément visé dans la spécification;
 - c. la description de l'équipement ou du système et un énoncé définissant le paramètre qui doit faire l'objet d'une inspection;
 - d. une liste des documents pertinents cités ou précisés dans la procédure d'inspection;
 - e. les exigences en matière d'essai ou d'inspection précisées dans la spécification;
 - f. les outils et l'équipement nécessaires pour effectuer l'inspection;
 - g. les conditions environnementales dans lesquelles les inspections doivent être effectuées et les tolérances au chapitre des conditions d'inspection;
 - h. une procédure détaillée de la façon dont chaque inspection doit être effectuée, les paramètres de conformité, les critères d'acceptation ou de rejet et l'inscription des résultats, des lacunes constatées et des mesures correctrices requises;
 - i. le nom et la signature de la personne qui a préparé le plan, la date de préparation et le niveau de modification; et
 - j. le nom et la signature des personnes qui ont effectué l'inspection ou l'essai ou qui en ont été témoins.
2. Essais imposés par l'entrepreneur :
 - a. Les essais qui viennent s'ajouter à ceux que l'on retrouve dans la spécification doivent être approuvés par le responsable de l'inspection.
 - b. Modifications : Les modifications visant les plans d'inspection et d'essai doivent être continues tout au long des travaux de radoub et tenir compte des exigences en matière d'inspection pour les travaux imprévus. Les modifications doivent être présentées au fur et à mesure, mais au moins toutes les deux semaines.

G4 Réalisation des inspections

1. Les inspections doivent être effectuées conformément au plan des essais et des inspections et à l'article G4.
2. L'entrepreneur doit fournir ses propres employés ou sous-traitants pour effectuer les inspections et les essais, mis à part le responsable technique ou le responsable de l'inspection, qui peuvent être désignés dans les spécifications. Dans ce cas, l'entrepreneur doit s'assurer que ses propres employés sont présents pour appuyer les inspections ou les essais.
3. L'entrepreneur doit veiller à ce que les conditions énoncées dans le plan d'inspection et d'essai prévalent au début de chaque essai ou inspection et pendant toute leur durée.
4. L'entrepreneur doit veiller à ce que les employés requis pour faire fonctionner l'équipement et pour prendre des notes pendant les essais et les inspections soient dûment informés et disponibles au début des essais et des inspections et pendant toute leur durée. Les gens de métier ou les inspecteurs de maintenance qui doivent apporter des ajustements ou des changements mineurs doivent être disponibles à court préavis.
5. L'entrepreneur doit coordonner les activités de tous les employés qui participent à chaque essai ou inspection et veiller à ce qu'elles se déroulent de façon sécuritaire.

G5 Dossiers et rapports d'inspection

1. L'entrepreneur doit inscrire les résultats de chaque inspection dans le registre d'inspection ou sur les feuilles d'essai, le cas échéant. L'entrepreneur doit conserver des dossiers des inspections effectuées, conformément à la norme de qualité et à son plan de contrôle de la qualité pour le projet.

2. Le représentant de l'entrepreneur au chapitre du contrôle de la qualité (et l'inspecteur de la maintenance, au besoin) doit, dans le registre des inspections, apposer sa signature comme témoin des inspections ou des essais. L'entrepreneur doit acheminer au responsable de l'inspection, au fur et à mesure qu'ils sont complets, les originaux des dossiers d'inspection ainsi que les feuilles d'essai dûment remplies.
3. Les résultats des essais ou des inspections jugés insatisfaisants, pour lesquels des mesures correctrices ne peuvent pas être apportées dans le cadre normal de l'essai ou de l'inspection, exigeront de l'entrepreneur qu'il en établisse la cause, à la satisfaction du responsable de l'inspection. Les représentants du Canada peuvent participer à cette tâche, au besoin.
4. L'entrepreneur doit présenter au responsable de l'inspection, par écrit, les mesures correctrices visant à supprimer la cause des inspections insatisfaisantes, aux fins d'approbation avant d'effectuer les réparations nécessaires et de reprendre les essais ou les inspections jugés insatisfaisants. Ces avis doivent être incorporés au dossier final remis au responsable de l'inspection.
5. L'entrepreneur doit corriger les lacunes liées à ses installations ou aux réparations, et ce, dès que possible. Il doit organiser ces réparations à ses propres risques.
6. L'entrepreneur doit reprendre les inspections jugées insatisfaisantes lorsque les réparations nécessaires ont été effectuées.
7. Les documents d'essai, d'inspection et de contrôle de la qualité qui prouvent le respect des exigences établies, y compris les dossiers de mesures correctrices, doivent être conservés par l'entrepreneur pendant une période de trois (3) ans à compter de la date d'achèvement du contrat et devront être remis au responsable de l'inspection, sur demande.

G6 Processus d'inspection et d'essai

1. Dessins et bons de commande :

- a. Après avoir reçu deux (2) exemplaires de chaque dessin ou bon de commande, le responsable de l'inspection désigné en examine le contenu par rapport aux dispositions des spécifications. Lorsqu'il relève des divergences, le responsable de l'inspection prévient officiellement tous les intéressés par écrit, au moyen d'un avis de divergence. L'entrepreneur et les autres responsables de l'État doivent se consulter au sujet des divergences ainsi relevées.

REMARQUE : Le responsable de l'inspection n'est PAS responsable de la correction des divergences.

2. Inspection :

- a. À la réception et à l'acceptation du plan d'inspection et d'essai de l'entrepreneur, l'inspection comportera un certain nombre de points, complétés par les autres inspections, essais et démonstrations que le responsable de l'inspection désigné peut juger nécessaires pour pouvoir attester que les travaux ont été exécutés conformément aux dispositions de la spécification. L'entrepreneur doit faire connaître au responsable des inspections désigné la date à laquelle l'ouvrage pourra être inspecté, en lui donnant un préavis suffisant pour qu'il puisse prendre des mesures pour effectuer l'inspection voulue.
- b. Le responsable de l'inspection examine les matériaux, l'équipement et les travaux pour l'ensemble du projet par rapport aux dispositions de la spécification; lorsqu'il relève des cas de non-conformité, il établit les rapports d'inspection de non-conformité appropriés.
- c. Lorsqu'un contrat oblige à appliquer un système d'assurance et de contrôle de la qualité, le responsable de l'inspection doit exiger que l'entrepreneur lui fournisse un exemplaire de son rapport d'inspection interne se rapportant à l'élément visé avant de procéder à l'inspection demandée. S'il faut demander à des tiers de faire des inspections conformément au contrat, les rapports doivent être déposés avant que le responsable de l'inspection de TPSGC examine les travaux.

- d. Si des documents d'assurance et de contrôle de la qualité incorrects ou faux sont remis au responsable de l'inspection avant l'inspection des travaux, celui-ci peut délivrer un rapport d'inspection de non-conformité par rapport aux travaux. En outre, un rapport distinct peut être publié relativement au système d'assurance et de contrôle de la qualité de l'entrepreneur.
- e. Avant d'examiner des travaux, le responsable de l'inspection de TPSGC doit passer en revue les exigences relatives à ces travaux et les normes d'acceptation et/ou de rejet à appliquer. Lorsqu'il faut appliquer plusieurs normes ou exigences, l'ordre de priorité dans le contrat déterminera la norme ou l'exigence à appliquer en priorité.

3. Rapport d'inspection de non-conformité :

- a. Il faut établir un rapport d'inspection de non-conformité pour chaque cas de non-conformité relevé par le responsable de l'inspection. Chaque rapport doit porter un numéro de référence unique, être signé et daté par le responsable de l'inspection et décrire le cas de non-conformité.
- b. Lorsque l'entrepreneur a corrigé le problème de non-conformité et que l'ouvrage a été inspecté de nouveau et accepté par le responsable de l'inspection, ce dernier mettra à jour le rapport en y ajoutant la signature et la date appropriées.
- c. À la fin du projet, le contenu de tous les rapports d'inspection de non-conformité qui n'ont pas été approuvés par le responsable de l'inspection est transcrit dans les documents d'acceptation avant que le responsable de l'inspection atteste ces documents.

4. Tests, essais et démonstrations

- a. Pour permettre au responsable de l'inspection d'attester que les travaux ont été exécutés de manière satisfaisante, conformément au contrat et aux spécifications, l'entrepreneur doit programmer, coordonner, exécuter et enregistrer l'ensemble des tests, des essais et des démonstrations précisés et exigés.
- b. Lorsque les spécifications font état des exigences précises pour ce qui est de l'exécution d'un composant, d'un bien d'équipement, d'un système ou d'un sous-système, l'entrepreneur doit les soumettre à des essais à la satisfaction du responsable de l'inspection, pour démontrer qu'ils produisent le rendement spécifié et qu'ils fonctionnent conformément aux spécifications.
- c. Les tests, essais et démonstrations doivent se dérouler conformément à un calendrier logique et systématique, qui doit permettre de s'assurer qu'on met à l'épreuve tous les composants et biens d'équipement connexes avant la démonstration ou la mise à l'essai des sous-systèmes, et que ces sous-systèmes sont mis à l'épreuve avant la démonstration ou la mise à l'essai des systèmes.
- d. Lorsque les spécifications ne comprennent pas d'exigences propres au rendement d'un composant, d'un bien d'équipement, d'un système ou d'un sous-système, l'entrepreneur doit faire la démonstration du rendement de ce composant, de ce bien d'équipement, de ce système ou de ce sous-système à la satisfaction du responsable de l'inspection.
- e. L'entrepreneur doit soumettre son plan des essais et des inspections conformément à l'article G2.
- f. L'entrepreneur doit coordonner l'ensemble des tests, essais et démonstrations avec les parties intéressées, y compris le responsable de l'inspection; les autorités contractantes et techniques; les autorités réglementaires; la société de classification et les sous-traitants, entre autres. L'entrepreneur doit envoyer un préavis au responsable de l'inspection et aux autres autorités de l'État au moins cinq (5) jours ouvrables avant la tenue de tests, d'essais ou de démonstrations.
- g. L'entrepreneur doit conserver des relevés écrits sur l'ensemble des tests, des essais et des démonstrations effectués, comme il est expliqué à l'article G5. L'entrepreneur peut se servir des relevés d'essais et de tests normalisés de TPSGC, qu'il peut adapter aux différents essais ou tests à effectuer. On peut se procurer ces relevés sur support numérique en s'adressant au responsable de l'inspection.

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- h. L'entrepreneur doit être en tout point responsable du déroulement de l'ensemble des essais et des tests conformément aux exigences du contrat.
- i. Le responsable de l'inspection et le responsable technique se réservent le droit de reporter le début ou la suite des tests en mer pour tout motif raisonnable, notamment :
 - i. les intempéries;
 - ii. la visibilité;
 - iii. une panne ou la détérioration de l'équipement;
 - iv. l'absence d'employés compétents;
 - v. l'application insuffisante des normes de sécurité.

Annexe H
Feuille de présentation de la soumission financière

H1 Prix pour évaluation

A)	Travaux prévus : Pour les travaux indiqués à la clause 1.2 de la Partie 1, RENSEIGNEMENT GÉNÉRAUX, qui sont précisés à l'annexe A – Énoncés des travaux et décrits en détail à l'ANNEXE H, Feuille de présentation de la soumission financière de l'appendice 1 et 2, pour un PRIX FERME de :	\$ _____
B)	Travaux imprévus – Coût de la main-d'œuvre de l'entrepreneur Nombre estimatif d'heures-personnes à un tarif d'imputation ferme, y compris les coûts indirects et les profits, aux fins d'évaluation seulement (les heures-personnes indiquées à utiliser pour chaque navire): B1. 1,500 heures-personnes × _____ \$ l'heure pour un PRIX de : se reporter à l'annexe H et aux articles H2.1 et H2.2 ci-dessous. les soumissions ne sont pas conformes si les soumissionnaires ont inscrit un taux de facturation horaire ferme inférieur à 80 \$/heure. Il n'y a aucun montant minimal ou maximal pour les travaux imprévus, pas plus qu'il n'y a de garantie relative à ces travaux. B2. Majoration pour travail supplémentaire au taux et demi : Estimation du nombre d'heures aux fins d'évaluation seulement : 200 heures-personnes × _____ \$ l'heure pour un PRIX de : voir l'annexe H, article H3, ci-dessous. B3. Majoration pour travail supplémentaire au taux double : Estimation du nombre d'heures aux fins d'évaluation seulement : 100 heures-personnes × _____ \$ l'heure pour un PRIX de : voir l'annexe H, article H3, ci-dessous.	\$ _____ \$ _____ \$ _____
C)	Frais de services quotidiens Aux fins d'évaluation seulement, conformément à l'annexe H, article H4 : Dix (10) jours ouvrables × _____ \$ en frais de services quotidiens fermes Quatre (4) jours non ouvrables × _____ \$ en frais de services quotidiens fermes	\$ _____ \$ _____
D)	Coût de la garantie financière selon la clause 6.2 Type de garantir financière (selon la clause 6.2.1) : _____	\$ _____
E)	PRIX ÉVALUÉ [A + B + C + D] pour un PRIX ÉVALUÉ (taxes applicables non comprises) à :	\$ _____

H2 Travaux imprévus

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus, tel qu'autorisé par le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit

Nombre d'heures (à négocier) X _____ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 p. 100, ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, du coût total du matériel et de la main-d'œuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.

H2.1 Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le Système de gestion des coûts du soumissionnaire, lors de la négociation des heures de travail pour les travaux imprévus, TPSGC tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents.

Les éléments des frais de main-d'œuvre connexes identifiés au point H2.2 ci-dessous ne seront pas négociés, mais seront pris en compte en conformité de la note H2.2. Il incombe donc au soumissionnaire de présenter une soumission appropriée qui assurera une rémunération juste, sans égards au système de gestion des coûts.

H2.2 Une Indemnité pour les frais de main-d'œuvre connexes comme la gestion, la supervision directe, les achats, la manutention, l'assurance de la qualité et les rapports, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports, et l'établissement de prévisions, sera incluse comme frais généraux pour établir le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre inscrits à la ligne H2 ci-dessus.

H2.3 Le taux de majoration de 10 % pour les matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

H3 Heures supplémentaires

L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires dans le cadre du contrat à moins d'avoir obtenu une autorisation préalable écrite de l'autorité contractante. On ne paiera pas les heures supplémentaires effectuées dans le cadre des travaux prévus. Toute demande de paiement doit être accompagnée d'une copie de l'autorisation des heures supplémentaires et d'un rapport renfermant le détail des heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Le paiement pour les heures supplémentaires autorisées sera calculé comme suit :

Pour les travaux imprévus, l'entrepreneur sera payé pour les heures supplémentaires autorisées au tarif d'imputation pour la main-d'œuvre, plus les taux de prime suivants

taux et demi : _____ \$ l'heure, ou

taux double : _____ \$ l'heure.

Les primes précisées ci-dessus seront calculées en prenant le taux horaire moyen des frais de main-d'œuvre directe, plus des avantages sociaux approuvés, plus un bénéfice sur la prime de main-d'œuvre et les avantages sociaux. Ces taux demeureront fermes pour la durée du contrat, y compris toutes les modifications et sont sujet à une vérification si le Canada le juge nécessaire.

* Heures normales : jour de travail de 8 heures

** Heures supplémentaires taux et demi: Temps au-delà des heures normales.

*** Heures supplémentaires Taux double: dimanches et jours fériés.

H4 Frais de service quotidiens

Dans l'éventualité d'un délai dans l'exécution des travaux, et si ce délai est reconnu et accepté par l'autorité contractante comme attribuable au Canada, le Canada acceptera de payer l'entrepreneur des frais de service quotidiens décrits ci-après pour chaque journée d'un tel délai. Ces frais constitueraient la seule responsabilité du Canada envers l'entrepreneur pour ce délai.

Prix ferme pour frais de service quotidiens

- (a) Pour une journée de travail : _____ \$
(b) Pour une journée de repos : _____ \$

Les frais ci-haut incluent mais sans s'y limiter tous les aspects des coûts suivants : services de gestion de projet, soutien administratif, services de production, assurance qualité, soutien pour la gestion du matériel, entretien et services aux navires et toutes autres ressources et coûts directs requis afin de maintenir le navire aux installations de l'entrepreneur. Ces frais sont fermes et ne seront sujets à aucune charge additionnelle, commission ou profit.

H5 Coûts - Navire, radoub, réparation ou amarrage

Les coûts suivants doivent être inclus dans le prix d'évaluation

1. Services : comprend tous les coûts pour les services de navire comme l'eau, la vapeur, l'électricité, etc., nécessaires à l'entretien du navire pour la durée du contrat.

2. Amarrage et désarrimage comprend

a) tous les coûts relatifs à la mise en cale sèche, à la mise à quai, à la sécurité, à la mise sur berceaux et(ou) au déplacement du navire dans les installations du soumissionnaire retenu.

b) les coûts des services nécessaires pour amarrer le navire le long du quai et pour larguer les amarres.

Sauf indication contraire, le navire sera livré par le Canada aux installations du soumissionnaire retenu le long du quai à un point de transfert sûr mutuellement convenu, à flot et droit, et le soumissionnaire retenu fera de même à la fin des travaux. Les coûts des services nécessaires pour amarrer le navire le long des installations et pour larguer les amarres doivent être inclus dans le prix d'évaluation.

3. Inspecteurs de maintenance/Services de supervision

n : comprend tous les coûts pour les services d'inspecteurs de maintenance ou des services de supervision incluant les services de représentants des fabricants, les ingénieurs, etc.

Ces services ne sont pas des frais supplémentaires sauf lorsque des travaux imprévus exigeant ces services sont ajoutés au contrat.

4. Enlèvements : comprend tous les coûts pour les enlèvements nécessaires pour exécuter les travaux, et pour lesquels le soumissionnaire retenu sera responsable, qu'ils soient ou non indiqués dans les spécifications, sauf les enlèvements non évidents lorsqu'on examine le navire ou les dessins. Le soumissionnaire retenu devra aussi assurer l'entreposage sûr des éléments enlevés, et leur réinstallation à la fin des travaux. Il devra assumer le renouvellement des éléments endommagés pendant l'enlèvement.

5. Mise à l'abri, installation des échafaudages, manutention par grue et transport : comprend le coût de toutes les activités de mise à l'abri, d'installation d'échafaudage, y compris les rampes, de manutention par grue et transport, en vue d'exécuter les travaux indiqués.

Le soumissionnaire retenu sera responsable du coût de toutes les modifications d'installations nécessaires pour se conformer aux règlements applicables de sécurité.

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Appendice 1 de l'annexe H

FICHES DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DES PRIX (bateaux de sauvetage motorisés de la Garde côtière canadienne)

(Joint comme document séparé)

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE I

Garde du navire

I1 Garde du navire

1. Ces travaux s'effectueront pendant que le navire sera « indisponible » et donc sous le « contrôle et la garde » de l'entrepreneur.
2. Un « CERTIFICAT D'ACCEPTATION – ACCEPTATION DE NAVIRES CSM PAR LES CHANTIERS NAVALS » (Échantillon annexé à l'appendice 1 de la présente annexe) doit être rempli, au besoin, et un exemplaire doit être remis au RESPONSABLE D'INSPECTION.
3. Pour faciliter ce transfert, les représentants de l'entrepreneur et du Canada devront confirmer l'état du navire.
4. Un rapport sur l'état du navire doit être joint au certificat susmentionné et doit être accompagné de photographies couleur ou de vidéos numériques ou conventionnelles.
5. Lorsque le navire revient sous la « garde et surveillance » du Canada, un CERTIFICAT D'ACCEPTATION – « REPRISE DE LA GARDE DES NAVIRES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL PAR LE MINISTÈRE CLIENT » (Appendice 2 de la présente Annexe I) doit être rempli et un exemplaire signé doit être remis au Canada aux fins de distribution

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE I – APPENDICE 1

CERTIFICAT D'ACCEPTATION

ACCEPTATION DE GARDE DE NAVIRES DU GOUVERNEMENT CANADIEN PAR LES
ENTREPRENEURS. ACCEPTATION DE _____.

1. Le soussigné, au nom de la Garde côtière canadienne et de _____, reconnaît avoir remis et reçu respectivement le NGCC _____ aux fins de réaménagement, en conformité des modalités du contrat de TPSGC portant le numéro de série **F7049-200038/**__ ainsi que les documents qui font partie intégrante dudit contrat.

2. Il est mutuellement convenu par toutes les parties que le rapport sur l'état du navire par compartiment ou par secteur doit être considéré comme un addenda à la présente entente; et qu'il soit considéré comme un document valide dans la prise en charge du navire par l'entrepreneur, même si l'inspection et la signature surviennent après la signature de l'entente, mais à l'intérieur de la période convenue de dix (10) jours.

SIGNÉ À _____ DANS LA PROVINCE DE _____,

LE _____ JOUR DU MOIS DE _____ (mois), 202__.

À _____ HEURES.

POUR : _____
(ENTREPRENEURS)

POUR : _____
(GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE)

TÉMOIN : _____
(TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA)

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE I – APPENDICE 2

CERTIFICAT D'ACCEPTATION

REPRISE DE LA GARDE DES NAVIRES DU GOUVERNEMENT CANADIEN PAR LE CANADA

ACCEPTATION DU _____.

1. Le soussigné, au nom de _____ et de la Garde côtière canadienne reconnaît avoir remis et reçu respectivement le NGCC _____, qui avait été reçu par _____ le _____ (date) aux fins de réaménagement, en conformité des modalités du contrat de TPSGC portant le numéro de série _____.

2. Il est mutuellement convenu par toutes les parties que les responsabilités de _____, tel que défini dans l'article 9 des Conditions générales supplémentaires 1029 de TPSGC visant les réparations de navires, pour un navire indisponible, cesseront automatiquement à _____ heures le _____ (date).

3. À compter de _____ heures le _____ (date), l'article 8 de TPSGC 1029 pour un navire « en service » s'appliquera, et que la responsabilité de la garde et de la protection dudit navire reviendra au Canada.

SIGNÉ À _____ DANS LA PROVINCE DE _____,

LE _____ JOUR DU MOIS DE _____ (mois), 202__.

À _____ HEURES.

POUR : _____
(ENTREPRENEURS)

POUR : _____
(GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE)

TÉMOIN : _____
(TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA)

Annexe J ÉLÉMENTS LIVRABLES ET CERTIFICATIONS

J1 Liste de vérification sur les éléments livrables obligatoires

Nonobstant les exigences touchant les produits livrables précisés dans la demande de soumissions et ses spécifications spécifiques techniques connexes (annexe A), les produits livrables obligatoires, qui doivent être présentés avec les documents du soumissionnaire afin d'être jugés recevables, sont décrits ci-dessous.

Le soumissionnaire doit remettre l'annexe J1, Éléments livrables et certifications, remplie.

Les éléments ci-dessous sont obligatoires et la proposition du soumissionnaire sera évaluée en fonction des exigences décrites. Le soumissionnaire doit se conformer à chaque élément pour que sa soumission soit recevable.

Élément	Description	Rempli et joint
1	Partie 1 de la page 1 de l'invitation remplie et signée	
2	Clauses H1 à H6 de l'annexe H, Feuille de présentation de la soumission financière, remplies	
3	Feuilles de prix remplies, conformément à la clause 3.1, section II, annexe I, appendice 1	
4	Annexe J1, Éléments livrables et certifications, remplie	
5	Changements aux lois applicables (s'il y a lieu) selon la clause 2.4	
6	Dispositions relatives à l' - renseignements connexes, section 5.1.1 si applicable, et section 5.2.1	
7	Programme des contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, section 5.1.2	
8	Garantie financière contractuelle à la clause 6.2 et annexe H	
9a	Installation de carénage à la clause 6.3.	
9b	Installation de carénage à la clause 6.3 - capacité des travaux exige un accès par la coque des deux côtés du navire	
9c	Installation de carénage à la clause 6.3 - la preuve que chantier dispose d'une capacité de grutage suffisante pour soulever le tonnage indiqué à l'annexe "A"	
10	Preuve de conformité aux règles de la Commission des accidents du travail couvrant la période des travaux conformément à la clause 6.4	
11	Preuve d'une convention collective valide ou d'un autre instrument adéquat couvrant la période des travaux conformément à la clause 6.5	
12	Calendrier préliminaire des travaux, clause 6.6	
12a	Indiquez le logiciel et la version pour le calendrier de travail utilisés, conformément à la clause 6.6 (à approuver par l'AT).	
13	Procédures de ravitaillement et de débarquement du carburant, clause 6.7	
14	Certificat d'enregistrement ISO 9001-2008, le cas échéant, clause 6.8	
15	Preuve objective d'un système de santé et sécurité documenté, clause 6.9	
16	Preuve objective de procédures sur la protection et l'extinction des incendies et sur la formation connexe, clause 6.10	
17	Exigences en matière d'assurance, clause 6.12	
18	Preuve de certification de soudeur, clause 6.13	
19	Gestion de projet, les curriculum vitae et le certificat de formation en assurance qualité conformément à la clause 6.14	
20	Annexe "M" CRITÈRES TECHNIQUE D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES (CTEO)	

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	- Documentation de preuve de conformité	
21	Liste des sous-traitants proposés, clause 6.15	
22	Exemple de plan de contrôle de la qualité, clause 6.16	
23	Exemple de plans des essais et des inspections, clause 6.17	
24	Détails du plan de réponse en cas d'urgence et de la formation officielle en environnement, clause 6.18	

J2 Éléments livrables après l'attribution du contrat

Élément	Description	Référence	Échéance
1	Exigences en matière d'assurances Annexe D	Clause 7.11 et annexe D	10 jours ouvrables après l'attribution du contrat
2	Garantie financière du contrat	Clause 7.13	10 jours ouvrables après l'attribution du contrat
3	Calendrier des travaux et rapports	Clause 7.16, Annexe K	10 jours en avance de la Réunion préalable au réaménagement
4	Plan d'assurance de la qualité de l'entrepreneur	Clause 7.21	10 jours ouvrables après l'attribution du contrat
5	Liste de l'équipement spécialisé prêté par le gouvernement que l'entrepreneur prévoit demander	Clause 7.28	10 jours ouvrables après l'attribution du contrat
6	Calendrier des travaux révisé	Clause 7.16	30 jours civils avant l'arrivée du navire
7	Plan d'inspection et d'essai	Clause 7.22 Annexe G	10 jours civils avant l'arrivée du navire

J3 Livrables avant l'attribution du contrat (si demandé)

Élément	Description	Référence	Échéance
1	Capacité financière	Clause 6.1	5 jours ouvrables avant la date d'attribution du contrat, si demandé

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEX K – Modèles –
Rapport mensuel d'avancement,
Journal / Réunion / Actions
Formulaire TPSGC 1379,
et Formulaire de demande de garantie

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Rapport mensuel progrès

Bateaux de sauvetage motorisés de la GCC

(Nom du navire)

Chantier naval : _____

Client : Garde côtière canadienne

Date: _____

Section 1: Introduction :

Section 2: Détails sur les délais, les coûts et les performances :

Section 3: Risques importants et actions ultérieures :

Section 4: Activité des sous-traitants et des principaux fournisseurs de composants :

Section 5: Travaux non planifiés/supplémentaires:

APPENDICES: Incluez/soumettez toute mise à jour des documents suivants :

- A. ANALYSE DE CHARGE (mise à jour tous les 2 mois)
- B. EDT, Annexe A, Section C - Liste de contrôle de l'essai de stabilité et de vérification de navire léger
- C. EDT, Annexe A, Section D - Rapport sur l'essai de stabilité et la vérification du navire léger
- D. Plan d'inspection et d'essai (PIE) FORMULAIRE

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME


[illegible]

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Formulaire TPGSC 1379

 Public Works and Government Services Canada Travaux publics et Services gouvernementaux Canada				Project No. - No du projet F7049-200038	
Work Arising or New Work – Travaux imprévus ou nouveaux travaux				File No. - No de dossier F7049-200038	
Contractor's Name Nom de l'entrepreneur		Specification No. and Date No de spécification et date		Work Order Serial No. No de série du bon de travail	
Vessel – Navire		Customer Dept. – Ministère client Fisheries & Oceans Canada / Canadian Coast Guard Pêches et Océans Canada / Garde côtière canadienne		PWGSC 1379 Serial No. N° de série TPGSC 1379 X-01	
Signature:		Title – Titre Technical Authority - Danny Thompson and Martin Burke		Date	
Spec. Item No. Article spécif. no		Description of Work, Labour and Material Detail Description des travaux, main-d'œuvre et matériaux	Hours Heures	Labour Cost Coût de la main-d'œuvre	Material Cost Coût du matériel
Work Summary / Sommaire des Travaux					
Total Labor Cost (Labor Tab) / Coût total de la main-d'œuvre (onglet Main-d'œuvre):			0.0	\$0.00	\$0.00
Total Material & Subs Cost (M & S-C Tab) / Coût total matériel & sous-traitants (onglet M & S-C):					\$0.00
			Hourly Rate Taux horaire \$0.00	Total Labour Cost Coût total de la Main-d'œuvre	\$0.00
			Total Material Cost Coût total du matériel		\$0.00
			Mark-up / Majoration 10% of material du matériel	\$0.00	
			Sub-Total Sous-total		\$0.00
Contractor - Entrepreneur Contract will be completed as scheduled Le contrat sera achevé dans les délais impartis Or specify date: Si non, préciser la date:		Signature		HST 15.000%	\$0.00
		Title-Titre General Manager		Date	TOTAL
Customer – Described work technically approved for price negotiated Client – Description des travaux approuvés en Principe au prix négocié		Signature		Title – Titre Technical Authority / Autorité Technique	
PWGSC – Authority to proceed with work TPSGC – Autorisation d'effectuer les travaux		Signature		Title – Titre Contracting Authority / Autorité Contractante	
PWGSC – 1379 Serial No. No de série TPGSC 1379 X-01		Excel form based on ELF PWGSC-TPSGC 1379 (10/2011)		WER No. DET no	

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

[illegible]

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200038/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200038

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039mdF7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Supplies and Subcontractors

Fourniture et Sous-Traitants


PWGSC Contract # TPSGC # Contrat	F7049-200038				
Work Order Bon de Travail	0				
Project/Projet:	0				
1379 #:	X-01				
WORK DESCRIPTION: DESCRIPTION DE TÂCHES:	0				
Description of Material Description du Matériel	Quantity Quantité	Rate Taux	Price Prix	Supplier Fournisseur	Delivery Delay (Days) Délai de livraison (jours)
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
Sub-Contractors Sous-Traitants	Hour Unit Price Prix unitaire Heures	Rate Taux	Price Prix	Supplier Fournisseur	Delivery Delay (Days) Délai de livraison (jours)
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
	0.0	0.00 \$	0.00 \$		
Total Material/Matériel			0.00 \$		
Total Subcontractors/Sous-Traitants			0.00 \$		
Grand Total			0.00 \$		

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200083/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200083

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039md. F7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEX E – APPENDIX 1

	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Public Works and Government Services Canada			
			APPENDIX 1 TO ANNEX E		
WARRANTY CLAIM FORM (Refit) FORMULAIRE DE RÉCLAMATION DE GARANTIE (Radoub)					
Vessel Name - Nom du navire		File No. - No. du dossier		Contract No. - No. du contrat	
Customer Department - Ministère client				Warranty Claim Serial No. No. de série de réclamation de garantie	
Defect's Impact on Vessel's Operations Conséquence du défaut sur les opérations du navire			The Defect Must Be Corrected; Le défaut doit être corrigé;		
Vessel out of service Navire hors d'usage	Vessel Limited Operation Opération réduite du navire	No immediate consequence Sans conséquence immédiate	Immediately Immédiatement	When directed by Canada Tel qu'avisé par le Canada	To be agreed between Canada and Contractor À être entendue entre le Canada et l'entrepreneur
1. Description of the Defect - Description du défaut					
<p>Note: This section must be filled by Technical Authority (TA) in consort with the Ship's Staff (on site responsible). On a determination of a valid claim, the TA will forward the claim to the Contractor and CC the Contracting Authority (CA). - Cette section doit être complétée par l'Autorité Technique conjointement avec l'équipage (responsable sur place). Si la réclamation est jugée valable l'AT transmettra la réclamation à l'entrepreneur avec copie à l'Autorité Contractante (AC).</p>					
Reference to Contract Article and/or Specification No. Référence à l'article du contrat et/ou devis no.					
Description					
Prepared by the on site responsible Préparé par le responsable sur place			Approved by Technical Authority Approuvé par l'Autorité Technique		
Date			Date		

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200083/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200083

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039md. F7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

2. Contractor's Investigation and Position - Examen et position de l'entrepreneur	
Note: The Contractor must investigate the claim, determine its position, complete this section 2 and return the claim to the TA and cc the CA. - L'entrepreneur doit faire l'examen de la réclamation, déterminer sa position, compléter la présente section 2 et retourner la réclamation l'AT avec copie à l'AC.	
Contractor recognizes its total responsibility and will proceed with corrective action(s) L'entrepreneur reconnaît son entière responsabilité et corrigera le défaut	
Provide details on action(s) to take place with date and location. Fournir les détails de(s) action(s) qui seront prise ainsi que la date et le lieu.	
Contractor recognizes a partial responsibility. L'entrepreneur reconnaît une responsabilité partielle.	
Provide details supporting the above position with proposed sharing. Fournir les détails justifiant la position ci-dessus ainsi que le partage proposé.	
Contractor disclaims any responsibility. L'entrepreneur refuse toute responsabilité.	
Provide details supporting the above position. Fournir les détails justifiant la position ci-dessus	
Contractor's representative Représentant de l'entrepreneur	Date

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

85

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200083/B
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200083

Amd. No. - N° de la modif.
 File No. - N° du dossier
039md. F7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

5. Work Acceptance and Warranty Claim Closing - Acceptation des travaux et fermeture de la réclamation de garantie					
Valid claim corrected by the Contractor and work accepted by Canada - Réclamation valable corrigée par l'entrepreneur et travaux acceptés par le Canada					
Remarks Remarques					
Contractor's representative - Représentant de l'entrepreneur			Inspection Authority - Autorité d'inspection		
Date			Date		
Valid claim corrected by the Contractor and Canada and work accepted by Canada - Réclamation valable corrigée par l'entrepreneur et le Canada et travaux acceptés par le Canada					
Remarks Remarques					
Contractor's representative - Représentant de l'entrepreneur			Inspection Authority - Autorité d'inspection		
Date			Date		
Technical Authority - Autorité technique			Contracting Authority - Autorité contractante		
Date			Date		
Valid claim corrected by Canada and work accepted by Canada - Réclamation valable corrigée par le Canada et travaux acceptés par le Canada					
Remarks Remarques					
Inspection Authority - Autorité d'inspection			Technical Authority - Autorité technique		
Date			Date		
Contracting Authority - Autorité contractante					
Date					
Invalid claim - Réclamation non fondée					
Remarks Remarques					
Technical Authority - Autorité technique			Contracting Authority - Autorité contractante		
Date			Date		

Solicitation No. - N° de l'invitation

F7049-200083/B

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F7049-200083

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

039md. F7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur

039md

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe L
Questions et réponses à l'intention des soumissionnaires

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200083/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200083

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
039md. F7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe «M»

Critères d'évaluation technique obligatoires

F7049-200038 / A

CRITÈRES OBLIGATOIRES

Les soumissionnaires doivent satisfaire à tous les critères décrits dans la liste de contrôle des exigences obligatoires ci-dessous présentée dans le tableau 1 ci-dessous. Les soumissionnaires doivent remplir la liste de contrôle et l'inclure avec leur soumission. Les soumissionnaires devraient inclure le numéro de page ou la section de leur dossier de soumission où la preuve de conformité aux critères spécifiés est fournie dans la colonne «Emplacement dans la soumission» de la liste de contrôle des exigences obligatoires.

Tous les documents et informations nécessaires pour étayer les demandes des soumissionnaires dans la liste de contrôle doivent être fournis avec le dossier de soumission. Le défaut de justifier un (1) élément de la liste de contrôle des exigences obligatoires rendra l'ensemble de la soumission non conforme.

Tableau 1- CRITÈRES OBLIGATOIRES

Réf.	Exigence	Preuve de conformité	Emplacement du document dans l'offre
M1	Le soumissionnaire doit avoir réaménagé OU construit dix (10) navires de taille similaire au cours des trois (3) dernières années.	Le soumissionnaire doit fournir deux (2) lettres de recommandation du client pour démontrer la conformité à l'exigence. Chaque lettre de recommandation doit: a) Être produit sur le papier à en-tête du client; b) Décrivez brièvement le travail effectué; c) Indiquer les dates (mois et année) auxquelles le contrat a été attribué et achevé; d) Fournir les informations de contact pertinentes (c.-à-d. nom, numéro de téléphone et adresse e-mail du contact); et e) Être signé par un représentant autorisé du client.	
M2	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a la capacité d'effectuer des travaux d'atelier de 3 000 000 \$ au cours d'une année civile.	Le soumissionnaire doit démontrer l'exigence en démontrant qu'il a réalisé le volume d'affaires total des travaux en un (1) an dans son usine au cours des cinq (5) dernières années.	
M3	Le soumissionnaire ou son sous-traitant désigné en soudage doit être certifié CSA W47.2 Division 1 ou 2 par le Bureau canadien de soudage ou l'équivalent.	Le soumissionnaire doit fournir une preuve de conformité avec un certificat de la CCB ou pour des certificats équivalents démontrant comment il se conforme.	
M4	Le soumissionnaire doit avoir une capacité de conception interne avec un ingénieur du personnel avec une certification en tant qu'ingénieur professionnel ou un accord contractuel en place avec une maison canadienne d'ingénierie de conception marine établie.	Le soumissionnaire doit fournir une description de sa capacité interne, y compris la certification de l'équipe ou une copie de l'accord contractuel ou pour l'ingénieur une preuve de certification et une lettre indiquant qu'ils seront disponibles si le contrat est attribué à cette entreprise.	

Réf.	Exigence	Preuve de conformité	Emplacement du document dans l'offre
M5	Le soumissionnaire doit avoir en place un système de gestion de la qualité qui répond aux éléments d'une norme ISO 9001.	<p>1) Le soumissionnaire doit fournir les éléments suivants Un plan de système de gestion de la qualité qui comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie du manuel d'assurance qualité; et - une copie des processus et procédures qualité. - trois (3) rapports d'inspection complétés <p>ET</p> <p>2a) Un certificat valide d'un registraire accrédité qui démontre l'enregistrement ISO 9001;</p> <p>OU ALORS</p> <p>2b) Le soumissionnaire doit fournir ce qui suit.</p> <p>Un plan de système de gestion de la qualité qui comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie du manuel d'assurance qualité; - une copie des processus et procédures qualité; - trois (3) rapports d'inspection complétés; et - matrice montrant comment il se conforme à chaque élément du système des soumissionnaires. <p>ET</p> <p>3) Copies de trois (3) rapports de test QA de projets antérieurs authentifiés par le client du produit livré.</p>	
M6	Le soumissionnaire doit avoir des ateliers chauffés conformément à l'annexe «A» et d'une taille suffisante pour loger et travailler sur deux (2) MLB en même temps	<p>Le soumissionnaire doit fournir:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dessins; - Photos du bâtiment (intérieur et extérieur); - Dimensions du bâtiment (Minimum de 5000 pieds carrés). 	
M7	Le soumissionnaire doit avoir une capacité de levage pour retirer le navire de l'eau, le transporter à l'atelier et le remettre à l'eau.	<p>Une copie valide de la certification de l'équipement de levage avec capacité de levage pour soulever et manipuler le tonnage inclus dans l'annexe «A» (environ 30 MT).</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200083/B
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200083

Amd. No. - N° de la modif.
 File No. - N° du dossier
039md. F7049-200083

Buyer ID - Id de l'acheteur
039md
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Réf.	Exigence	Preuve de conformité	Emplacement du document dans l'offre
M8	Le soumissionnaire doit avoir les ressources financières nécessaires pour faire face à un déficit de trésorerie de 600 000 \$ CAN.	L'entreprise doit fournir des preuves telles qu'une marge de crédit inutilisée égale à 600 000,00 \$ CAN.	
M9	Calendrier d'exécution	<p>Calendrier de mise en œuvre élaboré pour montrer les principales étapes et un chemin critique.</p> <p>Critères du programme de travail de production préliminaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dates de début et d'achèvement des travaux dans la période de travail disponible, y compris les dates cibles réalistes pour les événements importants. - Doit être produit avec un logiciel de gestion de projet disponible dans le commerce, soit MS Project ou l'équivalent approuvé par le Canada, capable de suivre les tâches, les prédécesseurs, le chemin critique, les jalons et la charge de travail; - Le calendrier doit montrer la répartition des travaux prévus au niveau du système et des composants. 	
M10	L'entrepreneur doit avoir mis en place un personnel de sécurité sublimé par des caméras montrant les navires et les entrées / sorties des installations, en dehors des heures de travail	L'entrepreneur doit fournir une description de son système de sécurité.	

ANNEXE H – FICHES DE DONNÉES DE PRIX F7049-200038/B

Nom de l'entreprise:

Note: (1) Les cellules grisées ne doivent pas être remplies

Note: (2) les taux unitaires peuvent être utilisés pour ajuster le coût 1379 à la hausse ou à la baisse

Bateaux de sauvetage motorisés de la GCC - Cale sèche

Note: (3) Le Canada se réserve le droit d'évaluer et de négocier les taux unitaires fournis dans la soumission.

Rév 0

Spéc #	# Réf. Spéc.	Description	Heures Total	Coût total de la main-d'œuvre (\$)	Coût unitaire (\$)	Matériel / équipement total Coût (\$)	Coût du sous-traitant (\$)	Représentant détaché Coût (\$)	Prix ferme Total
H-1	REMARQUES GÉNÉRALES								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0.0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	2.1	Services du navire	0.0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	2.2	Services de chantier	0.0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1	Inspection et essais	0.0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.2	Calendrier	0.0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total for Section		0.0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
H-2	SYSTÈME DE DÉTECTION D'INCENDIE								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1 & 3.1.4	services de protection contre l'incendie approuvée par le représentant de la SMTCC.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2	RD de Kidde Marine, composants, etc	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.3, 3.1.5 & 3.1.6	Trappes, portes et signalisation	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2.1.3.1	Déconnexions et reconnexions électriques non critiques	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
H-3	AJOUTER DES REGISTRES À LA GAINÉ DE VENTILATION ENTRE LE LOCAL DES SURVIVANTS ET LA TIMONERIE								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2 & 3.1.5	Découper et installer	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.7 & 3.1.8	Nettoyer, peindre et vérifier le fonctionnement du registre	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
H-4	REPLACER LES VANNES DE CARBURANT À FERMETURE RAPIDE ET DES ACTIONNEURS								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2 & 3.1.3	Retirer, nettoyer et inspecter	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.4	Réparer les revêtements altérés	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.5 & 3.1.7	Installation de vannes, actionneurs, poignées de tirage et de nouveaux câbles	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
H-5	ANODES SACRIFICIELLES								

	Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.1 to 3.1.2	Retirer et éliminer les anodes	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.2 to 3.1.4	Fourniture et installation: deux (2) anodes de 10 kg avec des sangles en aluminium et quatre (4) anodes d'arbre de type collier.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-6	SABLAGE ET PEINTURE DE LA COQUE						
	Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.2	Nettoyer la coque du navire au jet d'eau dans les deux heures suivant sa mise en cale sèche	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.3 to 3.1.5	Préparation pour le grenaillage	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.7	Coût unitaire du grenaillage par m2			\$ -			\$ -
3.1.8 to 3.1.10	Retirez tout l'abrasif, l'émoval et l'installation des anodes et la couche.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.11	Coût unitaire pour le revêtement par m2			\$ -			\$ -
3.1.14	Ligne de flottaison découpée, marques de tirant d'eau, lignes de charge et symboles de coque peints avec du polyuréthane blanc Interthane 990	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-7	INSPECTION ET PIÈCES DE REMPLACEMENT DE LA COQUE						
	Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.1	Nétoyage et inspection de la coque	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.2	Coût unitaire par RU, y compris préparation, l'apprêtage, le lève-personne et son opérateur.			\$ -			\$ -
3.1.8	Coût unitaire de la découpe et remplacement d'un (1) m2 de placage			\$ -			\$ -
3.1.9	Retirer les bouchons & inspection	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-8	RÉVISION DES ÉCOUTILLES ET PORTES						
	Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.2	Retirer les joints et les garnitures existants sur toutes les portes et trappes extérieures	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.3	Nettoyer les surfaces d'appui jusqu'à l'aluminium	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.4 to 3.1.5	Inspecter toutes les portes et écoutilles, démonter et examiner toutes les charnières et lubrifier tous ces mécanismes	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.6	Repeindre les paliers, les portes et les écoutilles	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.7	Fournir et installer de nouveaux joints	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -

Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
H-9	INSPECTION ET RÉPARATION DE LA SUPERSTRUCTURE							
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2	Coût unitaire par RU, préparation, l'apprêtage, le lève-personne et son opérateur			\$ -			\$ -
	3.1.8	Coût unitaire pour le découpage et le remplacement d'un (1) m2 de placage.			\$ -			\$ -
	3.1.9	Peindre la superstructure	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.10	Remplacer toutes les décalcomanies	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-10	REMISE EN ÉTAT DES FENÊTRES							
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2 to 3.1.4	Débrancher le câblage et détacher, retirer et inspecter les fenêtres.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.5 to 3.1.6	Retirer tout matériau de joint et nettoyer les surfaces d'appui jusqu'à l'aluminium, vérifier pour fissures, corrosion et vérifier le câblage.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.7 & 1.3	Coût unitaire pour quatre (4) fenêtres chauffantes			\$ -			\$ -
	3.1.8 to 3.1.10	Nettoyer et inspection	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.11 to 3.1.14	Installez les fenêtres, reconnectez les unités de chauffage, arrosez l'eau testez les fenêtres et vérifiez les travaux de peinture.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-11	REMPACEMENT DE L'ÉCHELLE DE PONT ENCASTRÉE							
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2 & 3.1.4	Retrait et fabrication de l' échelle	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-12	REMISE EN ÉTAT DU MÂT ET DE LA CAISSE DE FLOTTABILITÉ							
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2 & 3.1.3	Déconnecter et nettoyer le mât avec la caisse de flottabilité du navire, le tester et le peindre & retirer tous les câbles et équipements.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.4	Grenailler le mât et le réservoir jusqu'au métal nu	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.5	Effectuer un minimum de dix (10) relevés ultrasoniques de la caisse de flottabilité.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.6	Nettoyer les points de fixation de la caisse au mât et repeindre ces points.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -

	3.1.9	Nettoyer, sécher et repeindre la caisse	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.11 & 3.1.12	Inspecter et peindre le mât	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.13	Réinstaller le mât, la caisse de flottabilité ainsi que tous les équipements et accessoires	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-13	RREPLACEMENT DE LA TUYAUTERIE DE DÉCHARGE À LA MER								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.3 & 3.1.4	Retirer la tuyauterie existante et les clapets de retenue	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.6 & 3.1.8	Installer une nouvelle tuyauterie de série 80	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.2	Coût pour les tuyaux, vannes, pénétrations et autres raccords	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.2.3 & 3.3.1	Nettoyage des débris et de la retouche de tous les revêtements perturbés							
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-14	CONNECTEURS DE COQUE								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1 & 3.2	Retirer tous les connecteurs de coque et les matériaux des clapets	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.3	Installer les nouveaux matériaux	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-15	REMPLACEMENT DES TUBES D'ÉTAMBOT								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.5 & 3.3	Retirer les tubes d'étambot, les raccords, les accessoires, les câbles, les tuyaux et les machines,	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.9 & 3.1.10	Nettoyer les lieux, retirer les débris nettoyer les soudures et y appliquer un apprêt.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.11	Remettre en place l'ensemble des équipements, du matériel, des câbles, des tuyaux, des revêtements, des accessoires, etc.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.12	Installation et fabrication	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.13	Alignement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.15	Soudure	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.16 to 3.1.24	Nettoyer et peindre/couches d'apprêt	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.26, 3.1.27 & 3.1.29	Installer et raccorder équipements, composantes, tuyaux, câblage, etc.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-16	REMISE À NIVEAU DES MAINS COURANTES								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -

	3.1.2	Sabler les mains courantes et les anneaux d'amarrage	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	3.1.5 & 3.1.6	Enlever la totalité de l'abrasif et des débris et peindre	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	4	Preuve de rendement	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	Total pour la section		0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	H-17	RÉPARER L'ISOLANT DE LA SALLE DES MACHINES ET DU LOCAL DES SURVIVANTS											
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
3.1.2		Enlèvement d'isolant et installation de l'isolant d'une surface jusqu'à deux (2) m2	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
3.1.3 to 3.1.7		Enlèvement, réparation, éliminer l'isolant et laver toute la zone exposée .	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
3.1.8 to 3.1.10		installer nouvelles goupilles de fixation, isolant neuf pour surface dure & peindre la totalité de la surface de l'isolant	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
4		Preuve de rendement	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
5		Produits livrables	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
Total pour la section		0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-	
H-18	AMARRAGE												
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	3.1.4	Coût unitaire quotidien pour mettre Cale sèche et le remettre à flot			\$	-						\$	-
	3.1.6	Nettoyer La coque au-dessus et en dessous de la ligne de flottaison (carène).	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	3.1.7 to 3.1.10	enlever ou déplacer tout objet (arbre porte-hélice de rechange, hélices, etc.) marque l'espacement des couples, etc.	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	4	Preuve de rendement	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	Total pour la section		0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-		\$
H-19	OVERHAUL SEA STRAINERS												
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	3.1.1 & 3.1.2	Déconnecter, retirer, démonter, nettoyer & inspecter les crépines d'aspiration d'eau de mer Groco Duplex	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	3.1.3 & 3.1.5	Fournir et installer un ensemble de reconstruction pour crépine d'eau de mer Groco Duplex,	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	4	Preuve de rendement	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
Total pour la section		0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-	
H-20	REEMPLACEMENT DES TÔLES DE PLANCHER DU LOCAL DES SURVIVANTS												
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	3.1.2 & 3.1.3	Retirer les tôles de plancher et tout équipement d'obstruction.	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	3.1.4 to 3.1.6	Installer de nouvelles tôles de plancher, ferrures d'encastrement et réinstaller tous les éléments d'obstruction.	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	4	Preuve de rendement	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-
Total pour la section		0	\$	-		\$	-	\$	-		\$	-	
H-21	REEMPLACEMENT DES SIÈGES ANTICHOCS DE PASSERELLE												

		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2 & 3.1.3	Retirer les quatre sièges amortisseurs et les socles existants	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.4 to 3.1.6	Nettoyer, inspecter et peindre	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.7 & 2.5	Fournir et installer les nouveaux sièges et socles ShockWave et les raccorder.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.9 & 2.5	Coût unitaire pour deux (2) pompes à air ShockWave par navire	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-22	REMPLACEMENT D'ALUMINIUM DANS LES COMPARTIMENTS DE FLOTTABILITÉ ET LES CAISSONS DE PONT AVANT						
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2 & 3.1.3	Enlever tous les éléments d'obstruction pour effectuer une évaluation et nettoyer l'ensemble de l'espace jusqu'à l'aluminium nu	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.4	Prix unitaire relevés ultrasoniques comprenant la préparation, l'apprêtage, le lève-personne et son opérateur.			\$ -		\$ -
	3.1.5	Prix unitaire pour le remplacement d'un (1) mètre carré de plaque d'aluminium.			\$ -		\$ -
	3.1.6 to 3.1.9	Découper , insertion and soudées les plaques	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.8	Prix unitaire pour vingt (20) relevés radiographiques.			\$ -		\$ -
	3.1.9 & 3.1.10	Close up the spaces using new gaskets and conduct a leak test	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.2	Painturer	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-23	REMPLACEMENT DE TUYAUTERIE D'EAU DE MER						
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.2 & 3.4	Isoler, dégager, déconnecter et retirer tous les matériaux du système de tuyauterie d'eau salée, etc.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.3 & 3.4	Installer les nouveaux matériaux	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-24	REMPLACEMENT DU DÉVIDOIR DE REMORQUAGE						
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2	Retirer le dévidoir de remorquage	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.4, 3.1.5 & 3.1.8	Nettoyer et inspecter la zone où se trouvait le dévidoir ainsi que peindre et protéger la zone altérée.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.6	Installer le nouveau dévidoir et le raccorder aux accessoires existants.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.7	Installer un nouveau câble léger	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -

H-25	REEMPLACEMENT D'ESSUIE-GLACES DE FENÊTRES								
		Tout le matériel, équipement et la main- d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci- dessous, pour cette section.	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.2	Détacher les essuie-glaces et les moteurs et les retirer du navire .	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.3 to 3.1.5	Nettoyer, préparer pour l'inspection , peindre et protéger.	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.6	installer les nouveaux essuie-glaces et moteurs	0	\$	-	\$	-	\$	-
	4	Preuve de rendement	0	\$	-	\$	-	\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-	\$	-	\$	-
	Total pour la section		0	\$	-	\$	-	\$	-
H-26	REEMPLACEMENT DE PARE-BRISE SUR LA PASSERELLE EXTÉRIEURE								
		Tout le matériel, équipement et la main- d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci- dessous, pour cette section.	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.2 & 3.1.3	Retirer le pare-brise existant et tous les joints d'étanchéité tout équipement faisant obstruction.	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.4 & 3.1.7	Nettoyer supports jusqu'à l'aluminium nu et peindre la zone exposée.	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.5 & 3.1.6	Installer de nouveaux pare-brises et réinstaller tous les éléments faisant obstruction.	0	\$	-	\$	-	\$	-
	4	Preuve de rendement	0	\$	-	\$	-	\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-	\$	-	\$	-
	Total pour la section		0	\$	-	\$	-	\$	-
H-27	AMÉLIORATION DES VENTILATEURS DE DÉSEMBUAGE DE LA PASSERELLE								
		Tout le matériel, équipement et la main- d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci- dessous, pour cette section.	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.2 to 3.1.5	débrancher le câblage du ventilateur, détacher le ventilateur, retirer tout matériau de joint et nettoyer les surfaces d'appui, vérifier le câblage.	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.6 & 3.1.7	Installer le nouveau ventilateur avec des joints neufs et rebrancher le circuit électrique.	0	\$	-	\$	-	\$	-
	4	Preuve de rendement	0	\$	-	\$	-	\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-	\$	-	\$	-
	Total pour la section		0	\$	-	\$	-	\$	-
H-28	PONTS EXTÉRIEURS								
		Tout le matériel, équipement et la main- d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci- dessous, pour cette section.	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.2 à 3.1.4	Retirer les autocollants antidérapants & retirer équipement faisant obstruction	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.5 & 3.1.6	Clean the bare aluminum decks, acid wash the deck, rinse and wipe dry .	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.7 & 3.1.8	Appliquer de nouveaux autocollants et réinstaller éléments faisant obstruction	0	\$	-	\$	-	\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-	\$	-	\$	-
	Total pour la section		0	\$	-	\$	-	\$	-
H-29	RÉSERVOIR DE CARBURANT								
		Tout le matériel, équipement et la main- d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci- dessous, pour cette section.	0	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.2	Prix unitaire par litre - Pomper et éliminer tout le carburant			\$	-			\$

	3.1.3 & 3.1.4	Retire les deux couvercles de visite des réservoirs avec leurs joints, retirer tout carburant résiduel et le nettoyer	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.5 & 3.1.6	Refermer le réservoir en utilisant un nouveau joint du même matériau que le joint existant et remplir le réservoir à 90 % de sa capacité avec du carburant.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-30	REEMPLACEMENT DE DÉFENSES GILMAN						
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2	Enlever et éliminer les défenses	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.3 & 3.1.4	Nettoyer à l'outil manuel la zone située derrière les défenses et inspecter les pièces de raccordement.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.5	Fournir et installer de nouvelles défenses à l'aide de rondelles et d'écrous neufs.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
H-31	TEST D'INCLINAISON POUR DÉTERMINER LE NOUVEAU CENTRE DE GRAVITÉ VERTICAL <u>Annexe A</u>						
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	2.1, 3.4 to 3.6	Architecte naval de l'entrepreneur				\$ -	\$ -
	2.2, 3.4 to 3.6	Responsabilités / tâches de l'entrepreneur	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Section B de l'Annex A	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
M-50	TÉLÉSYSTÈME D'ALARME ET DE SURVEILLANCE						
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.3	Retirer équipement MarineNav existant	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.7	Installer le nouvel équipement MarineNav énuméré	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
M-51	REEMPLACEMENT DE POMPE INCENDIE MANUELLE						
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2 & 3.1.3	Déconnecter la pompe existante et la retirer du caisson & nettoyer à l'aide d'outils manuels les zones exposées	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.4	Fournir et installer une nouvelle pompe avec levier	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
M-52	REEMPLACEMENT DE POMPE D'ÉPUISEMENT						

	Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.2	Retirer la pompe d'épuisement existante et le tambour	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.3	Coût unitaire: nouvelle pompe haute pression CGP1B-GX120 avec un tambour A528.			\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
M-53	REMPLACEMENT DES MOTEURS PRINCIPAUX						
	Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
2.5.2	Coût unitaire par moteur	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
2.5.3	Coût unitaire par boîtes de vitesses	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
2.5.4	Coût unitaire par système de commande	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
2.5.5	<u>Pour les moteurs, boîtes de vitesses, formation et remplacement du stock des pièces de rechange existantes:</u> Entrer 30,000\$ par navire	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 90,000.00
2.5.5	<u>Pour la réinitialisation du système de gestion d'entretien Maximo de classe Cape:</u> Entrer 10 000 \$ par navire						\$ 30,000.00
3.1.2 & 3.1.21	RD du fournisseur du moteur	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.3 & 3.1.9	Retrait des moteurs et boîtes de vitesses existants de l'arbre, des supports, du câblage, de la tuyauterie, des échappements et de tout autre accessoire.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.5 to 3.1.14	Retrait de la ligne d'arbre existante, du système de contrôle existant et du système de surveillance du moteur	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.15 to 3.1.17	Coût unitaire: alternateur de 5 kW, panneau indicateur et d'un arrêt d'urgence & chauffe-eau radiateur			\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.15 to 3.1.17	Installation de l'alternateur de 5 kW, panneau indicateur et d'un arrêt d'urgence & chauffe-eau radiateur	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.18	Peinturer	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.20	Installer les moteurs et les boîtes de vitesses	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.22	Installer les arbres et rétablir tous les raccordements de la ligne d'arbres de propulsion.		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.23	Aligner les moteurs	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.24 to 3.1.26	Installer le nouveau système de commande et de surveillance du moteur et les connexions	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.27 to 3.1.32 & 4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
M-54	REMPLACEMENT DE BALAIS DE MASSE AU CARBONE						
	Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.2 & 3.1.3	Débrancher les porte-balais existants, les nettoyer à la main et déconnecter les balais	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
3.1.4, 3.1.5 & 2.5	Réinstaller les porte-balais après l'installation de l'arbre et fournir et installer les nouveaux balais	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -

	5 Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
M-55	REMPLACEMENT DE GOUVERNAIS							
	Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2 Retirer les deux gouvernails	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.4 Nettoyer et inspecter la fixation du gouvernail	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.5 Fabriquer gouvernails et plaques de recouvrement de remplacement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.6 & 3.1.7 Faire appel aux services d'un spécialiste en essais non destructifs pour effectuer des radiographies - RD	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.8 & 3.1.9 Réinstaller le gouvernail	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4 Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5 Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
M-56	REMPLACEMENT DES ARBRES ET DES TOURTEAUX D'ACCOUPLEMENT DES HÉLICES							
	Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2 & 3.1.3 Retirer les écrous d'hélice, les goupilles fendues et les hélices.; Déconnecter les arbres d'hélice à et retirer les raccords de transfert et les tourteaux d'accouplement.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.4 & 3.1.5 Retirer les anodes de l'arbre, les garde-filins et les arbres du navire.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.6 Enlever les paliers d'arbre des entretoises et des tubes d'étambot.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.9 & 2.5.4 Fournir et installer tous les éléments énumérés.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4 Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5 Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
M-57	INSPECTION DES PIÈCES D'ÉCHAPPEMENT							
	Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2 & 3.1.3 Retirer l'isolant et éliminer l'isolant	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.4 Fournir et installer de nouveaux joints flexibles sur les raccords de la coque.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.5 & 3.1.6 Nettoyer les tuyaux d'échappement à l'aide d'un outil manuel et vérifier qu'il n'y a pas de fissures ou de corrosion.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.7 Coût unitaire: (6) six tirs ultrasoniques - par côté.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.8 to 3.1.11 Nettoyé le système d'échappement ; fournir et remplacer tous les joints du système d'échappement ; refaire l'isolement du système d'échappement & vérifier le système d'échappement.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4 Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5 Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
M-58	REMPLACEMENT DE PIÈCES DE L'APPAREIL À GOUVERNER							
	Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.3 Démontez l'appareil à gouverner	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -

	3.1.4	Retirer les composants de la gouverne	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.5	Déconnecter la pompe de direction dans le compartiment des machines	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.6 to 3.1.8	construire un nouveau système en fournissant et en installant des composants de remplacement.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
M-59	DÉPLACEMENT DES COLLECTEURS DE GOUVERNAIL DANS LE COMPARTIMENT DE L'APPAREIL À GOUVERNER								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2	Enlever le collecteur de l'appareil à gouverner	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.3	Enlever la tuyauterie	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.4	Retirer les supports de fixation et tout support de tuyau de la salle des machines et repeindre les surfaces altérées..	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.5	Fabriquer de nouveaux supports	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.6	Souder les supports de montage à la cloison et peindre la zone altérée	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.7	Fabriquer une nouvelle tuyauterie et la raccorder à l'appareil à gouverner et au collecteur.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
M-60	REPLACEMENT DES APPAREILS DE CVC								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.1	Débranchés & retirés appareils de CVC	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2	Coût unitaire par appareil CVC (qty 2)			\$ -				\$ -
	3.1.3	Installer deux (2) appareils de CVC	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.4	Enduire la partie atteinte de l'ouvrage en aluminium et de l'isolant	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
M-61	REPLACEMENT DES POMPES DE REFROIDISSEMENT DU SYSTÈME DE CVAC								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.1	Déconnectées et retirées es pompes de refroidissement du système de CVC	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2	Coût unitaire par pompe (qté 2)			\$ -				\$ -
	3.1.3	Installer les nouvelles pompes de refroidissement du système de CVC	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.4	Enduire la partie atteinte de l'ouvrage en aluminium	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
E-100	SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES ET INFORMATIQUES								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.2	Enlèvement de l'équipement et câblage	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.3	Câblage et connecteurs neufs	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.4	Réduction des interférences électromagnétiques	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -

	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
		E-100 Total for Section	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
E-101		REMPLACEMENT DU CHARGEUR DE BATTERIES							
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1	Débranché et retiré le chargeur de batteries	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2 & 3.1.4	Fourniture et l'installation d'un nouveau chargeur de batteries	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.5	Peinturer aluminium perturbé	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
		Total pour la section	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-102		REMPLACEMENT DES BATTERIES							
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1	Débranchées et retirées les batteries	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2 to 3.1.4	Fournir et installer quatre (4) nouvelles batteries sans entretien, câbles et nettoyée et recouverte d'un nouveau revêtement sous les batteries.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
		Total pour la section	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-103		REMPLACEMENT DES FEUX DE NAVIGATION							
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.4	Enlever les feux de navigation existants	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.5	Nettoyer et repeindre les supports de fixation des câbles	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.6	Nettoyer et repeindre les zones touchées en respectant le schéma et les matériaux	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.3 & 3.1.7	Fournir et installer les nouveaux feux de navigation	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
		Total pour la section	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-104		REMPLACEMENT DE DISJONCTEURS							
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2 to 3.1.4	retirer et installer tous les disjoncteurs	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
		Total pour la section	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-105		REMPLACEMENT DU DISJONCTEUR ET DE LA PRISE D'ALIMENTATION À QUAI							
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2	Retirez la prise d'alimentation existante	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.3 & 3.1.4	Nettoyer, inspecter et peindre la zone exposée.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.5	Installer le nouveau logement sur les fixations existantes	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.6	Retirer le câble existant qui relie la prise de courant au disjoncteur d'alimentation.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -

		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2	Enlever le capteur de chavirement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.3	Obturer l'orifice existant et pratiquer un nouvel orifice sur le dessus	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.4 & 3.1.5	Fournir et installer un nouveau capteur et reconnecter le câblage.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
E-111	ÉCRAN MULTIFONCTIONS ET COMMUNICATEUR RÉSEAU						
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer les écrans multifonctions, le commutateur de réseau Ethernet et tout le câblage	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.2 to 3.1.7	Installer le nouvel équipement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	E-200 Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
E-112	RADAR À BALAYAGE OUVERT						
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer le scanneur radar et tout le câblage connexe.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.4 to 3.1.7	Installer le nouvel équipement énuméré.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
E-113	SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES DE VISUALISATION DES CARTES						
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer l'écran du système électronique de visualisation des cartes et tout le câblage connexe.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.4 & 3.1.5	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
E-114	ORDINATEUR INDIVIDUEL DU SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE VISUALISATION DES CARTES						
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.1	Désaccoupler et retirer l'ordinateur individuel.	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	3.1.5 to 3.1.8	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
E-115	AFFICHEUR DES INSTRUMENTS DE NAVIGATION						

		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.1 to 3.1.2	Installer nouvel équipement énuméré.	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	4	Preuve de rendement	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
		Total pour la section	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
E-116		RÉSEAU DE DISTRIBUTION NMEA									
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.2 & 3.1.3	Concevoir un réseau NMEA 2000 complet	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	2.5.2	Coût unitaire: Câbles et connecteurs NMEA 2000, Trois (3) passerelles NMEA 2000 à NMEA 0183 et Une (1) passerelles NMEA 2000 à USB pour conversion d'interface	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.1, 3.1.4 to 3.1.7	Installer un réseau NMEA 2000 complet et fonctionnel	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	4	Preuve de rendement	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
		Total pour la section	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
E-117		COMPAS SATELLITAIRE									
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.2	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	2.5.2	Coût unitaire: Un (1) compas satellitaire Simrad MX575D DGPS avec GLONASS et Un (1) adaptateur série NMEA 2000	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.1, 3.1.5 &	Installer nouvel équipement énuméré.	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	4	Preuve de rendement	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
		Total pour la section	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
E-118		DGNSS et SIA									
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.1	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	2.5.2	Coût unitaire: Un (1) système combiné SIA et NAV Saab R5 comprenant tous les composants.	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.3 to 3.1.7	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	4	Preuve de rendement	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	5	Produits livrables	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
		Total pour la section	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
E-119		TANSDUCTEUR DE SONDEUR									
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	3.1.1	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-
	2.5.2	Prix unitaire: Un (1) transducteur Airmar SS175M-20 et Un (1) logement de transducteur en acier inoxydable fourni avec le transducteur			\$	-				\$	-

	3.1.3 to 3.1.4	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	15.4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	15.5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-120	CAPTEURS DE PROFONDEUR, VITESSE ET DE TEMPÉRATURE								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	2.5.2	Coût unitaire: One (1) Transducer Airmar UDST800 et One (1) Transducer housing Airmar SS617V	0	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.3	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-121	PILOTE AUTOMATIQUE								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.3 to 3.1.7	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-122	SYSTÈME DE COMMUNICATIONS INTÉGRÉ								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	2.5.2	Coût Unitaire pour les composants			\$ -				\$ -
	3.1.2 to 3.1.3	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-123	VHF RADIO(S)								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.4 to 3.1.6	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	2.5	Coût Unitaire pour les composants et câblage			\$ -				\$ -
	3.1.8 to 3.1.17	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-124	RADIO MF/HF								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	2.5	Coût Unitaire pour les composants			\$ -				\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.3 to 3.1.9	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -

	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
E-125	PORTE-VOIX ÉLECTRIQUE DE COMMUNICATIONS INTERNE (FILAIRE)								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	2.5	Coût Unitaire pour les composants			\$ -				
	3.1.1	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.3 to 3.1.6	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-126	RADIOGONIOMÈTRE VHF								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1 to 3.1.2	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.4 to 3.1.8	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-127	DISPOSITIF GÉNÉRALE DES CONSOLES								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2 to 3.1.6	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.8 & 3.1.10	Produire des dessins à l'échelle, générés par ordinateur, de l'aménagement proposé de la console.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-128	DISPOSITIF GÉNÉRALE DES ANTENNES								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2 to 3.1.5 & 3.1.7	Installer le nouvel équipement et câblage	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.5	Créer un plan d'aménagement général	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.9	Appel à une personne spécialisée pour élaborer un rapport	0	\$ -		\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-129	INSTRUMENT DE STATION MÉTÉOROLOGIQUE								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer l'instrument de station météorologique et tout le câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -

	3.1.2 & 3.1.3	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-130	RÉPÉTEUR CELLULAIR								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer les équipements et câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
E-131	NAVTEX								
		Tout le matériel, équipement et la main-d'œuvre pour répondre aux exigences de cette sous-section, qui ne sont pas couverts par les articles énumérés ci-dessous, pour cette section.	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.1	Déconnecter et retirer le répéteur cellulaire et tout le câblage connexe	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	3.1.2 to	Installer le nouvel équipement énuméré	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	4	Preuve de rendement	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	5	Produits livrables	0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
	Total pour la section		0	\$ -		\$ -	\$ -		\$ -
TOTAL			\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	

Transfer this amount under Annex H, Table H1.



Fisheries and Oceans
Canada

Pêches et Océans
Canada

Canadian
Coast Guard

Garde côtière
canadienne

Integrated Technical Services



PLAN DE CONTRÔLE DU POIDS DES EMBARCATIONS DE SAUVETAGE MOTORISÉES (MLB)

La surveillance du poids à bord des embarcations de sauvetage motorisées (MLB) de classe Cape est nécessaire afin que les marges de stabilité des navires soient respectées et que tous les navires soient conformes à la réglementation.

Dans le cadre du processus national de suivi du poids des MLB de classe Cape de 47 pi, il est nécessaire de consigner et de surveiller tous les changements apportés à la configuration du navire (y compris les changements à la structure ou à l'armement), à l'équipement et aux systèmes du navire afin de déterminer leur incidence sur la stabilité et le rendement globaux du navire. Toute modification de la configuration du navire à la suite de travaux effectués pendant les opérations normales et/ou les périodes de travaux doit être consignée dans le dossier de suivi du poids du navire à la fin des travaux. Le dossier de suivi du poids doit demeurer à bord du navire en permanence.

De plus, le transport de quantités excessives de provisions, de pièces de rechange et d'autres articles divers qui n'ont pas été affectés au navire à l'origine pendant la construction augmentera le déplacement du navire. L'effet cumulatif de nombreuses augmentations de poids qui se produisent au fil du temps peut diminuer l'efficacité opérationnelle du navire et, dans de nombreux cas, compromettre sa sécurité. Le suivi de ces éléments doit faire partie du processus de suivi du poids.

Il incombe au commandant de tenir à jour le dossier de suivi du poids à bord du navire et de communiquer des versions à jour au gestionnaire d'entretien du navire (GEN) concerné et à l'agent de contrôle des documents d'ingénierie navale de la GCC à l'administration centrale (CCGMEDOCCONTROL.XNAT@dfo-mpo.gc.ca) lorsque des changements de configuration sont apportés au navire. Au minimum, le dossier de suivi du poids doit être mis à jour et transmis après la mise en œuvre de chaque demande de contrôle de la configuration (DCC) et à la suite de chaque période de travaux. Si aucun changement de poids n'a résulté de la mise en œuvre de la demande de contrôle de la configuration, le commandant fournira une déclaration à cet effet.

Il incombe au chef mécanicien de fournir au commandant une estimation précise des variations de poids résultant des changements de configuration effectués par l'équipage.

Il incombe au gestionnaire d'entretien du navire (GEN) de communiquer au commandant une estimation précise des variations de poids résultant des changements de configuration effectués par l'équipage.

Il incombe à l'architecte naval principal à l'administration centrale (Services techniques intégrés, Ingénierie navale) de surveiller les changements de poids du navire et d'informer le commandant et le GEN de toute préoccupation.

Groupe d'articles	Description de groupe	Inclusions et définitions
LT	État léger (éléments fixés et pas indépendants)	L'état léger est considéré comme le bateau sans équipage plus les liquides dans le système de tuyauterie, la passerelle. Il doit également inclure l'équipement SAR permanent tel que le radeau de sauvetage et les bidons. D'autres éléments non fixés spécifiques au programme doivent être spécialement considérés ou identifiés comme des éléments du programme.
SR	Recherche et sauvetage	Équipement de sauvetage personnel, y compris équipement de survie, gilets de sauvetage et dispositifs de sauvetage portatifs. L'équipement médical et de premiers soins, y compris les DEA, les couvertures de sauvetage, les civières, les planches dorsales, etc. Divers articles SAR, y compris de l'équipement de vision nocturne, des fusées éclairantes, des appareils lance-amarres, etc.
MO	Équipement d'amarrage : ancres, chaînes, ...	Ancres, chaînes, amarres et autres éléments spécifiques destinés à maintenir le navire en mer ou à quai. Cela comprend les lignes d'attrape, les câbles de remorquage et les lignes d'amarrage.
FF	Lutte contre les incendies	Dispositifs portatifs d'extinction d'incendie, bouteilles d'air de rechange, tenues de lutte contre les incendies et appareils respiratoires, tuyaux d'incendie. Ne comprend pas l'équipement de recherche et de sauvetage.
TO	Outils	Outils essentiels et non essentiels pour l'entretien du navire et de ses systèmes. Cela comprend également l'équipement de soudage, les outils et les palans à chaînes.
SP	Pièces de rechange	Les pièces de rechange et de remplacement essentielles et les composants de rechange comprennent les pompes, les moteurs, les vannes, la tuyauterie, le câblage, les boîtes de jonction, les appareils d'éclairage, y compris les ampoules et les joints d'étanchéité.
CE	Équipage et effets personnels	Charge variable associée à l'équipage à bord. Les effets personnels comprennent les vêtements et les articles de divertissement. Parfois, ces articles supplémentaires sont laissés à bord entre les changements d'équipage. Les articles tels que les appareils de chauffage personnels, les ventilateurs et les humidificateurs que l'on trouve à bord doivent être répertoriés comme des effets personnels.
GS	Fournitures générales	Cela comprend toutes les fournitures et les articles consommables de l'équipage, y compris les fluides conteneurs tels que les huiles de lubrification, les liquides de refroidissement, les produits de nettoyage, etc. Les articles non fixés tels que les chaises portatives, les pelles, les cordes, les tuyaux d'eau, les fournitures de salle de bain, les fournitures de bureau. Les fournitures générales comprennent les articles portatifs de lutte contre la pollution, les bâches, les tapis en caoutchouc, les manilles et les sangles, le matériel d'urgence, les peintures et les revêtements. Toute réserve d'eau ou de nourriture ainsi que les déchets de l'équipage doivent être inclus dans les fournitures générales.
OT	Autre	Tout article divers ne relevant pas des autres définitions du présent document. Exemple : télécommandes, manuels, ...

Nom du compartiment : MAGASIN D'ALIMENTS		Date :					
Inspecteurs :							
Point de référence : positif à l'avant, positif à tribord, positif au-dessus du pont							
DCC	Description de l'article :	Groupe de poids	Poids (kg)	Longit. (en m)	Transv. (en m)	Vertical (en m)	Emplacement
	RETRAIT D'ANCIENS RAYONNAGES	LT	-35	-1.45	-1.5	0.75	Emplacement approximatif des éléments par rapport aux lignes de référence rouges de l'image dessus. Positif à TRIBORD, négatif à BÂBORD Positif à l'AVANT, négatif à l'ARRIÈRE
	NOUVEAU RAYONNAGE	LT	20	-1.45	-1.5	0.75	
<p>Le groupe de poids indique le type de changement de poids appliqué. Le processus de DCC saisit en général les éléments du navire à l'état légal fixés et mobiles. On s'attend à ce que les variations de poids dans le cadre de la DCC se situent dans le groupe de poids du navire à l'état légal (LT). Toutefois, certains articles non fixés comme l'équipement de lutte contre les incendies et de sauvetage, les lignes d'amarrage, les ancrages, les chaînes, les câbles d'alimentation, les passerelles, les canots pneumatiques à coque rigide, les outils et l'équipement de cuisine sont considérés comme des articles du navire à l'état légal dans la mesure où ils demeurent en permanence à bord du navire. Si l'on change l'un ou l'autre de ces articles non fixés du navire à l'état légal, il doit être étiqueté avec l'identificateur de groupe de poids</p>							

Point de référence : positif à l'avant, positif à tribord, positif au-dessus du pont

[illegible]

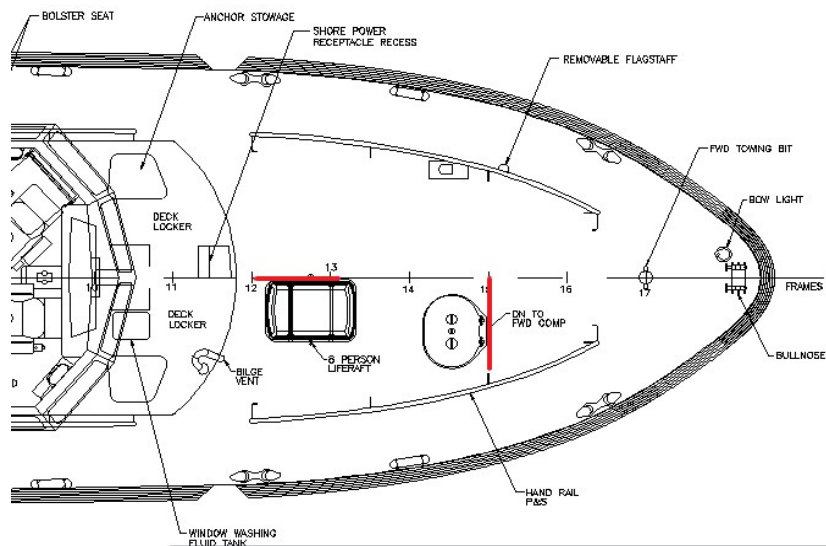
[illegible]

[illegible]

Nom du compartiment : PONT PRINCIPAL AVANT	Date :
---	--------

Inspecteurs :

Point de référence : positif à l'avant, positif à tribord, positif au-dessus du pont

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Point de référence : positif à l'avant, positif à tribord, positif au-dessus du pont

Nom du compartiment :	Date :
-----------------------	--------

Point de référence : positif à l'avant, positif à tribord, positif au-dessus du pont

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Nom du compartiment :	Date :
-----------------------	--------

Inspecteurs :

Point de référence : positif à l'avant, positif à tribord, positif au-dessus du pont

[illegible]

[illegible]